



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'Organisation Professionnelle
au service des Houillères
dévastées par la Guerre

L'Organisation Professionnelle au service des Houillères dévastées par la Guerre

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 17 Mars 1936

PAR

ROGER BRUN

Président : M. CASSIN

Suffragants : M. HAMEL

M. AMIAUD

IMPRIMERIE GOMEL-POTTIER

15, rue du Boulol, 15

PARIS

—
1936



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Plus de dix-sept années se sont écoulées depuis la fin de la Grande Guerre.

Nous ne ferons pas, une fois de plus, la description de « la vision d'effroi » qui attendait les habitants des régions libérées à mesure que le recul des armées allemandes leur permettait de rentrer chez eux. « Aussi loin que la vue portait », dit M. Cuvelette, Directeur général des Mines de Lens, « il n'y avait plus une maison debout, ni un arbre en vie ».

Le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais avait tout particulièrement souffert. Il s'était trouvé, durant toute la guerre, partagé par la ligne du front, de sorte que rares étaient les mines qui n'avaient pas été, à un moment de la guerre, au lieu même de la bataille. Dès le 24 août 1914, la concession d'Anzin est occupée par les armées allemandes ; Lens et Carvin sont occupés le 4 octobre, Liévin le 6 octobre ; la concession de Béthune est traversée par la ligne du Front, qui se stabilise sans modifications sensibles jusqu'en 1918. Toutes les mines situées à l'est jusqu'à la frontière de Belgique, sont en la possession des Allemands : l'invasion s'étend aux deux tiers du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais et atteint plusieurs des plus importantes exploitations : Anzin, Aniche, l'Escarpelle, Dourges, Courrières, Lens, Carvin, Ostricourt, Liévin, etc...

Les destructions causées par les nécessités de la guerre auraient, à elles seules, valu à l'industrie houillère du Nord de la France des dévastations énormes, aggravées encore par les difficultés d'entretien des mines situées soit

en territoire envahi, soit trop près de la ligne de feu, bien qu'en territoire non envahi.

Mais le vandalisme méthodique et scientifique des Allemands devait augmenter singulièrement l'importance des dévastations. Il n'est malheureusement pas possible de douter de la volonté destructrice des envahisseurs. Dès septembre 1915, le Grand Quartier Général Allemand faisait établir, par des ingénieurs, des plans de destruction qui furent plus tard remis à la Commission d'Enquête chargée d'établir la responsabilité des dévastations volontaires. Ces plans furent dressés avec le plus grand soin, dans le but expressément indiqué de rendre impossible toute reconstitution.

Dès septembre 1915, on tente de faire sauter à la dynamite certains cuvelages de puits de Lens et de Liévin. De nouvelles tentatives sont faites, le 25 octobre 1915, dans cinq puits des mines de Liévin. Les deux fois, les résultats sont assez médiocres. Mais on perfectionne la technique et, la méthode désormais mise au point, on procède puits par puits, atelier par atelier, machine par machine, maison par maison, à la destruction systématique du plus important des bassins houillers français. Successivement, sont dynamités les puits des mines de Liévin en 1915, de Lens (plus de vingt puits) en 1916. Il ne suffit pas aux Allemands de remplir d'eau, par le dynamitage, les galeries et les chantiers. « Il faut, en encombrant les colonnes des puits de tout ce qu'il est possible de projeter de matériaux : cages, câbles, bennes, cadavres d'hommes et d'animaux, en rendre les eaux infectes, l'épuisement infiniment difficile, par accumulation d'obstacles opposés à la descente des pompes. » (1)

(1) Discours de M. E. Gruner à la Société des Ingénieurs Civils de France, du 9 janvier 1920.

La destruction se poursuit, tristement monotone, durant tout le temps de l'occupation allemande.

Elle se poursuit encore alors que les troupes alliées avancent chaque jour et que les Allemands aperçoivent l'obligation dans laquelle ils vont se trouver, d'abandonner le terrain occupé depuis quatre ans. Le 6 octobre 1918, tous les puits des diverses compagnies du Nord, depuis ceux de l'Escarpelle à la porte de Douai, en passant par Aniche, jusqu'aux puits de la Compagnie d'Anzin, à cheval sur la frontière belge, étaient en production. « Le 12 octobre 1918, il ne restait plus une cheminée debout dans aucune des concessions houillères du Nord et du Pas-de-Calais ; quelques chevalements surgissaient encore au-dessus des ruines des bâtiments, des batteries de chaudières éventrées, des estacades chavirées, des triages et criblages effondrés. Mais quand on les regardait avec quelque attention, on voyait que pas un n'avait conservé sa verticalité, pas un n'était intact. » (1)

Pourtant, ces dernières destructions, effectuées dans la précipitation de la retraite, sous la pression des troupes alliées, ne pouvaient, heureusement, avoir la perfection scientifique, ni l'exécution méthodique qui leur auraient donné toute leur efficacité. Si graves qu'elles aient été, elles n'ont pas mis les mines situées, pendant la plus grande partie de la guerre, assez loin à l'intérieur des lignes allemandes — ce sont, *grosso modo*, les mines du Nord — dans un état comparable à celui des mines plus voisines du front. C'est à cette circonstance que les mines du Nord doivent d'avoir pu reprendre, dans l'ensemble, bien plus

(1) Grüner, discours cité.

tôt que les houillères sinistrées du Pas-de-Calais, leur exploitation.

Quelques chiffres donneront une idée de ce qu'ont été les dévastations de la guerre, ajoutées à celles du vandalisme (1).

A la surface : 103 sièges d'extraction, comprenant 212 puits, se trouvant en territoire envahi, avaient été détruits, en outre 23 sièges non envahis avaient eu à souffrir plus au moins des bombardements, un nombre égal étaient plus ou moins endommagés : 800 kilomètres de chemins de fer miniers étaient inutilisables, avec 103 ouvrages d'art importants détruits, 280.000 chevaux de machines étaient détruits ou inutilisables.

Dans les travaux souterrains : la presque totalité des puits du Pas-de-Calais et 5 puits du Nord avaient leurs cuvelages dynamités ; plusieurs étaient effondrés jusqu'à la surface. Plus de 3.000 kilomètres de galeries étaient à rétablir. Un volume d'eau évalué entre 90 et 110 millions de mètres cubes était à extraire des mines inondées du Pas-de-Calais. 110 millions de mètres cubes, c'est approximativement ce que la Seine, à l'étiage normal, débite à Paris en trois semaines.

L'ensemble des mines sinistrées avait produit, en 1913, 18.661.527 tonnes de houille, soit environ 46 0/0 de la production française (2). En 1919, l'extraction dans les

(1) Parent, Délégué de la Chambre des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais au Congrès Scientifique International, tenu à Liège, du 18 au 24 juin 1922 ; Imprimerie H. Vaillant-Carmanne, Liège, p. 211.

(2) Robert Laffite-Laplace, « L'Economie Charbonnière de la France », préface de Paul de Rousiers (Marcel Giard, 1933), p. 11.

mêmes mines s'éleva seulement à 582.526 tonnes (1). Rien, mieux que ces deux chiffres, ne saurait donner une idée de l'immensité de la dévastation.

*
* *

Certains pensaient, à la fin de la guerre, que la reconstitution du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais serait à jamais impossible : parmi ceux-là étaient les experts américains désignés par le Président Wilson pour évaluer l'importance des dommages.

L'entreprise était, en effet, de nature à faire reculer les plus audacieux : on reste confondu du nombre et de la complexité des problèmes qu'elle posait. Problème financier, que dans l'optimisme de la victoire, on avait sans doute jugé trop facile. Problème technique — et, par cette expression, nous n'entendons pas seulement les questions d'ordre scientifique, mais l'ensemble des difficultés que présentait l'organisation de travaux d'une telle envergure, alors que la main-d'œuvre minière était décimée ou dispersée, que les voies de communication et les moyens de transports étaient détruits, que la force motrice manquait, comme le matériel et comme les logements des premiers travailleurs. Problème commercial, car il convenait, d'une part, d'assurer pendant la période de reconstitution, la satisfaction des besoins couverts avant la guerre par le bassin houiller sinistré ; d'autre part, de faciliter aux houillères dévastées la reprise de leur marché normal,

(1) Ed. Michel, « Les Dommages de Guerre de la France et leur réparation », préface de Louis Marin (Berger-Levrault, 1932), p. 44.

lorsqu'elles seraient en état de recommencer leurs livraisons.

Nous étudierons, dans les premiers chapitres de cet ouvrage, les solutions apportées à ces différents problèmes. Nous constaterons la part importante prise par les organisations professionnelles à l'élaboration et à l'application de ces solutions.

Dans un dernier chapitre, nous tenterons de dégager de notre étude les leçons qu'elle nous paraîtra comporter quant à l'utilité, notamment pour l'Etat, c'est-à-dire la Nation, de l'organisation professionnelle, et nous confronterons ces leçons avec quelques-unes des doctrines corporatives modernes.

CHAPITRE PREMIER

Situation au début de la Reconstitution

Il est indispensable, avant d'aborder l'étude quelque peu détaillée des conditions dans lesquelles s'est effectuée la reconstitution des houillères sinistrées, d'une part, de rappeler, au moins succinctement, ce que la législation appliquée à la réparation des dommages de la Grande Guerre a de nouveau, et d'indiquer les mesures d'ordre pratique prises par l'Etat pendant la durée même des hostilités ; d'autre part, d'indiquer ce qu'était avant la Guerre l'organisation professionnelle des houillères et la collaboration qu'elles ont apportée aux pouvoirs publics, dès que fut mise à l'étude la question de la reconstitution industrielle des régions alors envahies.

§ 1^{er}. — Le Droit à la réparation des Dommages de Guerre.

Jamais, avant le conflit de 1914 à 1918, l'Etat n'avait reconnu le droit à la réparation des dommages causés par les faits de la guerre. Sans doute, la loi du 11 août 1792 avait pour but de venir en aide aux victimes de la guerre, mais ce qu'elle organisait, ce n'était pas la réparation des dommages subis, c'était l'allocation de secours, et, si la Convention était allée plus loin en reconnaissant le droit à une réparation intégrale (décret du 27 février 1793), son geste précurseur devait rester platonique, puisque le décret du 27 février 1793 fut abrogé sans avoir reçu d'applica-

tion, par la loi du 19 Ventôse An VI, qui revint à l'idée des secours.

L'Assemblée Nationale de 1871, par deux lois portant respectivement les dates du 6 septembre 1871 et du 28 juillet 1874, accordait un « dédommagement » à tous ceux qui avaient subi des dommages de guerre. Le mot employé indique assez que, si déjà on s'éloignait de l'idée de secours, on ne voulait pas reconnaître le droit à la réparation intégrale. Tout au contraire, on précisait que les mesures prises dérogeaient à la législation normale — dont les principes avaient été posés dans la loi du 10 juillet 1791 et le décret du 10 août 1853, — mais ne la modifiaient pas. Il est cependant intéressant de noter le considérant suivant, dans lequel apparaît l'idée dont la loi du 17 avril 1919 devait tirer les conséquences un demi-siècle plus tard.

« Considérant... que les sentiments de nationalité qui sont dans le cœur de tous les Français, imposent à l'Etat *l'obligation* de dédommager ceux qu'ont frappés, *dans la lutte commune*, ces pertes exceptionnelles. »

Dès le début de la guerre de 1914, lorsqu'après la bataille de la Marne, la retraite des troupes allemandes permit d'entrevoir l'importance que pourraient avoir les dévastations, plusieurs propositions de loi tendant à la réparation des dommages de guerre furent déposées : par M. Louis Marin, par M. André Lebey, par M. Albert Tailliandier, dont le texte devait devenir, alors que lui-même serait mort victime de son devoir, l'article premier de la loi du 17 avril 1919, par M. Jules Siegfried, par M. Henry Lémery, par M. Raoul Pacaud. De son côté, le Gouvernement se déclarait favorable au principe du droit à la réparation des dommages de guerre, droit dont l'article 12 de la loi de finances du 26 décembre 1914 consacrait le prin-

cipe. Enfin, un projet de loi fut déposé sur le bureau de la Chambre le 11 mai 1915.

Tout concourait à rendre les esprits favorables à l'idée de la réparation intégrale des dommages de guerre : une certaine évolution de la philosophie politique qui mettait en évidence le fait de la solidarité nationale ; le développement graduel dans la Jurisprudence du Conseil d'Etat et les lois, de la reconnaissance de la responsabilité de l'Etat envers les particuliers, de dommages causés, même sans faute, par le fonctionnement des Services publics ; l'immensité des dégâts matériels et le nombre des Français qu'ils atteignaient ; la certitude d'avoir à soutenir, la guerre finie, une dure concurrence économique. Ce sont ces raisons que développent les nombreuses études parues au cours de la guerre sur cette question, celles notamment de M. le Doyen Larnaude, de M. Gaston Jèze, de M. A. Weiss, de M. Carré de Malberg, etc... Peu importe que ces savants juristes ne s'entendent pas sur les fondements de l'idée de réparation, puisque tous adoptent l'idée.

Le 13 juillet 1916, M. Desplas, député, déposait un rapport sur le bureau de la Chambre des Députés, au nom de la Commission chargée d'examiner le projet et les propositions de loi sur la réparation des dommages causés par les faits de guerre (1). Ce rapport, très documenté, concluait à la réparation intégrale des dommages de guerre. M. le Sénateur Reynald, au nom de la Commission sénatoriale, concluait dans le même sens (2).

C'est dans ces conditions, qu'après bien des discussions, fut votée la loi datée du 17 avril 1919, qui constitue la

(1) Rapport N° 2.345, du 13 juillet 1916.

(2) Rapport N° 315, du 3 août 1917.

« Charte des Sinistrés » et dont le premier des 66 articles est ainsi conçu :

« La République proclame l'égalité et la solidarité de tous les Français devant les charges de la guerre. »

§ 2. — Les mesures préparatoires prises au cours des hostilités.

Bien avant le vote et la promulgation de la loi du 17 avril 1919, et en application du principe reconnu par l'article 12 de la loi du 26 décembre 1914, le Gouvernement s'était préoccupé de la reconstitution des régions envahies ou dévastées.

Déjà, le même article 12 de la loi de 1914 mettait à la disposition du Ministre de l'Intérieur un crédit de 300 millions destiné à effectuer les réparations les plus urgentes. Mais le Ministre des Travaux Publics décidait, le 14 octobre 1917, que l'emploi des avances qui seraient consenties à valoir sur ce crédit de 300 millions, serait strictement limité aux travaux « urgents et conservatoires affectant des dommages *réparables* ».

Entre temps, le Gouvernement déposait, le 14 juin 1917, sur le bureau de la Chambre des Députés, un nouveau projet de loi ayant pour objet de venir en aide aux industriels des régions dévastées, sans attendre la fin de la guerre. Ce projet émanait d'un « Comité Interministériel » créé par le Gouvernement en 1916 ; il tenait compte des suggestions présentées au Comité par l'« Association Centrale pour la reprise de l'activité industrielle dans les régions envahies », créée en novembre 1915 par un groupe d'industriels de toutes catégories, association dont le titre indique assez le but qu'elle s'était assigné.

Le projet du 14 juin aboutit à la loi du 6 août 1917, qu'on a appelée la loi Dubois. Elle créait, sous l'autorité du Ministre du Commerce, un « Office de Reconstitution Industrielle des Départements victimes de l'Invasion » (O.R.I.). L'O.R.I. devait acheter des matières premières et du matériel qu'il devait distribuer aux industriels sinistrés, par cession au comptant ou par délégation d'une fraction de l'indemnité à laquelle ils pouvaient prétendre, en application du principe reconnu par la loi de 1914. L'Office était autorisé à confier à des tiers l'exécution partielle des opérations dont il était chargé, et à passer avec eux les conventions nécessaires.

Pour lui permettre d'accomplir sa mission, un compte spécial du Trésor « Reconstitution Industrielle des Départements victimes de l'Invasion » était ouvert à l'O.R.I., en vue d'enregistrer toutes les opérations de dépenses et de recettes prévues par la loi. Une première somme de 100 millions était portée au crédit de ce compte, à valoir sur le crédit d'engagement de 250 millions ouvert par la même loi du 6 août 1917.

Par la suite, les attributions de l'Office de Reconstitution Industrielle furent notablement étendues ; y entrèrent notamment : les constats provisoires des dommages subis, les premiers travaux de déblaiement, la récupération du matériel enlevé par l'ennemi, etc...

Même en ne considérant que la mission attribuée à l'O.R.I. par la loi du 6 août 1917, sa tâche était extrêmement lourde. Il ne pouvait la remplir qu'en se tenant en contact étroit avec les industriels sinistrés : la faculté qui lui était donnée de constituer des mandataires particuliers indique d'ailleurs que telle était bien la volonté du législateur.

Or, l' « Association Centrale » avait constitué, le 2 août 1916, une société anonyme dénommée « Comptoir Central d'Achats Industriels pour les Régions dévastées », au capital de 1 million. La constitution d'un tel organisme, possédant la pleine capacité commerciale et groupant les compétences des diverses industries intéressées, présentait des avantages évidents. En particulier, on évitait par là la concurrence qui serait résultée d'achats dispersés et la rarefaction des matières premières nécessaires, à une époque où, le but étant d'abord de vaincre, les besoins de la défense nationale passaient et devaient passer avant tous autres. Le « Comptoir d'Achats » fut, en effet, pour l'Office, un auxiliaire précieux. Il reçut de ce dernier, mandat de lui soumettre des programmes d'achats, de rechercher des fournisseurs, de passer des commandes, de contrôler leur exécution, d'emmagasiner les marchandises et de les céder aux industriels sinistrés.

Ainsi, dès le début des travaux de reconstitution, l'Etat se réservant un contrôle étroit de l'emploi des crédits, confia à l'initiative privée la charge d'exécuter ce que la rigidité des cadres administratifs ne le qualifiait pas pour entreprendre.

Nous allons voir que les houillères sinistrées, groupées dans leur organisation professionnelle, surent, en ce qui les concernait, prendre leur part de l'initiative que l'Etat laissait aux intéressés.

§ 3. — Le Comité Central des Houillères de France.

Le Comité Central des Houillères de France a été fondé en 1880, avant même que le syndicalisme français soit autorisé et réglementé.

Ses fins n'étaient pas commerciales : dans un pays où

la production de charbon était insuffisante pour satisfaire les besoins de la consommation nationale, la nécessité d'un organisme tendant à une cartellisation n'apparaissait aucunement ; pour la même raison, son rôle technique était très réduit.

Le but que, jusqu'à la guerre, poursuivaient les houillères en se groupant, était un but de défense : défense contre les empiètements de l'Etat, dont les exigences allaient croissant ; défense contre les revendications ouvrières, mais aussi — il faut le dire, car le Comité Central des Houillères s'honore d'avoir toujours anticipé sur la législation ouvrière applicable à toutes les industries, — organisation collective du progrès social.

La guerre et la réparation de ses destructions allaient amener le Comité Central des Houillères à étendre singulièrement sa fonction. Il n'est pas dans notre sujet de parler de son rôle dans l'intensification de l'extraction dans les mines non envahies : il est certain que, par le lien qu'il constituait entre les compagnies, il pouvait faciliter l'emploi, par les houillères en activité, de ceux des moyens de production soustraits à l'emprise des envahisseurs.

En ce qui concerne la reconstitution des mines, le Comité Central des Houillères provoquait, dès l'année 1916, des réunions périodiques où se trouvaient convoqués les représentants des Compagnies houillères envahies, à l'effet d'étudier le problème de la reprise de l'exploitation de leurs mines. C'est de ces réunions que devait sortir le « Groupement des Houillères Envahies », fondé sous les auspices du Comité Central des Houillères et dont le rôle dans la reconstitution des mines devait être si considérable.

§ 4. — **Le Groupement des Houillères, victimes de l'Invasion.**

A l'instigation de M. Weiss, Inspecteur général des Mines, les houillères sinistrées décidèrent, en 1917, de constituer un groupement syndical chargé d'étudier le problème de la reconstitution des mines et de coordonner les travaux des différentes compagnies, ce que faisaient déjà les réunions provoquées par le Comité Central, et, en outre, d'agir auprès des Pouvoirs Publics chaque fois que cela serait nécessaire.

Ce groupement prit le titre de « Groupement des Houillères Envahies ». Il fut définitivement constitué le 5 mai 1917.

A cette époque, M. E. Reumaux, Directeur général des Mines de Lens, qui était resté à son poste lors de l'invasion, puis avait été déporté en Allemagne, rentrait en France, rapatrié par la Suisse. Témoin des dévastations dont les mines avaient souffert dès le début de la guerre, il permit aux représentants des compagnies sinistrées, par ses précieuses indications, de travailler sur des données plus précises.

A l'origine, Le Groupement des Houillères Envahies comprenait les Compagnies d'Aniche, Anzin, Azincourt, Béthune, Carvin, Courrières, Douchy, Dourges, Escarpelle, Lens, Liévin, Meurchin. Par suite de l'adhésion subséquente, au cours des années 1917 et 1918, des Compagnies de Flines, Ostricourt, Gouy-Servins, Drocourt, Vicoigne, Vendin-lez-Béthune, Crespin, Vimy et Thivencelles, le Groupement des Houillères comprenait 21 compagnies sinistrées au moment de la cessation des hostilités. Il reçut, à cette date, la dénomination de « Groupement des Houillères victimes de l'Invasion ».

Dès sa constitution, le Groupement nomma une Commission Administrative, présidée par M. Grüner, qui avait dirigé les délibérations officieuses préliminaires. Elle était appelée à devenir la cheville ouvrière de la reconstitution des mines. Nous aurons fréquemment, dans la suite de cet ouvrage, à nous référer à ses délibérations : il n'est pas un des organismes qui ont collaboré à la restauration des houillères, qui n'ait été créé avec son aide et selon des modalités étudiées par elle.

La Commission Administrative entra immédiatement en rapport avec M. Weiss, chargé de mission par le Gouvernement, pour assurer la reconstitution aussi rapide que possible des houillères du Nord et du Pas-de-Calais. M. Weiss conseilla la création d'un Comité technique d'études qui serait chargé d'étudier avec lui les questions posées.

En même temps, le Groupement avait à envisager la participation des houillères envahies, au crédit de 250 millions dont l'ouverture était alors demandée par le Gouvernement et qui devait être accordé par la loi du 6 août 1917 (1). Pour assurer l'emploi et la répartition du crédit demandé, le Groupement devait acquérir la personnalité civile qu'il ne possédait pas.

Or, le « Comptoir Central d'Achats Industriels pour les Régions Envahies » avait été constitué peu de temps auparavant. Les Compagnies houillères se rallièrent à l'idée de préparer avec cette Société une organisation qui, tout en les faisant participer aux avantages d'une action collective de toutes les industries, leur assurât cependant une

(1) Voir *supra*, § 2.

très grande indépendance, en tout ce qui concernait la recherche et l'achat de l'outillage minier.

L'objectif ainsi défini fut réalisé par affiliation au Comptoir Central d'Achats, de la Commission Technique créée conformément aux suggestions de M. Weiss. Par application de ses dispositions statutaires, le Comptoir donnait délégation de mandat à la Commission Technique pour assurer la passation et l'exécution des commandes dans la limite des ouvertures de crédit accordées et pour procéder à la réception, à la répartition, à la livraison et, éventuellement, à l'emmagasinage des produits et des machines.

La convention établie en ce sens fut ratifiée le 11 juillet 1917, par le Conseil d'administration du Comptoir Central d'Achats et la Commission Technique commença immédiatement ses travaux. Elle fit appel, pour la diriger et l'organiser, à M. Cuvelette, qui assumait cette importante fonction jusqu'au 1^{er} juillet 1919, date à laquelle il fut appelé à la direction générale des Mines de Lens. La direction des services fut alors confiée à M. Parent, Ingénieur en Chef des Mines, qui l'a conservée jusqu'au complet achèvement des travaux.

Sur la proposition de M. Cuvelette et en accord avec les directives données par le Secrétaire général de l'Office de Reconstitution Industrielle, la Commission décida, le 25 août 1917, que la Commission Technique comprendrait un service des Etudes Techniques et un Service des Approvisionnements, le second devant assurer la réalisation des mesures adoptées par le premier et s'occuper de leur régularisation administrative et comptable.

CHAPITRE II

Le Problème Financier

Dans l'optimisme qui suivit la victoire, l'effort financier qui serait nécessaire pour parvenir à la reconstitution des régions envahies n'était pas apparu aussi dur qu'il devait se montrer par la suite : la loi du 17 avril 1919, par les modalités de paiements qu'elle établissait, est une preuve suffisante de cet excès d'optimisme. Le traité qui allait être signé deux mois plus tard ne mettait-il pas à la charge de l'Allemagne la réparation des dommages causés par la guerre, dont on la jugeait et dont elle se reconnaissait responsable ? Bien peu étaient assez clairvoyants pour estimer à sa juste valeur l'engagement de l'Allemagne. Lorsque, de conférence en conférence, s'amenuisèrent les espoirs fondés sur l'exécution du traité de Versailles, il fallut admettre que la France devrait supporter seule, immédiatement, et pour la plus grande part d'une manière définitive, la charge de la réparation de ses dommages de guerre.

Cette charge était énorme : les états estimatifs de dommages, présentés par les Commissions d'experts des différents ministères français intéressés, à la Commission des Réparations, s'élevaient à plus de 218 milliards de francs (1). En ce qui concerne les seules houillères, une évaluation faite en 1921, contradictoirement entre les com-

(1) E. Michel, *op. cit.*, p. 108.

pagnies et les ingénieurs du Contrôle des Mines, donna les chiffres suivants :

Reconstitution des immeubles, du matériel, des stocks de matières premières et des approvisionnements Fr. 4.520.000.000 »
cette somme comprenant, outre la valeur des mêmes bien en 1914, soit 904 millions, les frais supplémentaires, très élevés, par suite de l'augmentation considérable des prix.

Frais de dénoyage et de déblaiement 304.000.000 »

Total Fr. 4.824.000.000 »

Encore cette estimation ne tient-elle aucun compte des pertes subies par défaut d'exploitation.

Or, la remise en état des régions dévastées devait être menée à bien rapidement. Il convenait que, dans l'âpre lutte économique de l'après-guerre, la France fût le moins longtemps possible privée du concours de plusieurs, parmi les plus actifs de ses départements : à cet égard, la reconstitution rapide des houillères présentait un intérêt tout particulier.

Enormité des dévastations, nécessité d'une remise en état rapide, obligation de financer la reconstitution par les seules ressources de la France, telles étaient les données du difficile problème qui se posait.

§ 1^{er}. — Les Premiers moyens financiers.

Aux termes de l'article 60 de la loi du 17 avril 1919, l'Etat prenait à sa charge les frais de déblaiement de tous les

immeubles, ainsi que de recherche et d'enlèvement des projectiles non éclatés. Les paiements correspondant à ces travaux étaient effectués directement par l'Etat aux entrepreneurs.

Pour les travaux de dénoyage, la solution adoptée en définitive fut la même. Le Ministre des Régions libérées avait tout d'abord refusé de les assimiler aux travaux de déblaiement ; mais, s'appuyant sur l'article 46 de la loi de 1919, aux termes duquel « l'Etat peut également se libérer, pour totalité ou partie, en faisant exécuter à ses frais les travaux de restauration des immeubles ou meubles endommagés ou en fournissant les matériaux pour cette restauration », il fit exécuter aux frais de l'Etat les travaux de dénoyage. Il se réservait ainsi la possibilité de modifier ultérieurement sa décision, ce qu'il fit le 11 février 1921, en assimilant les dépenses de dénoyage aux dépenses de déblaiement.

Ainsi, tant en ce qui concerne le déblaiement et le dénoyage, qu'en ce qui concerne l'acquisition du matériel et des approvisionnements achetés par l'intermédiaire du « Comptoir Central d'Achats », les houillères sinistrées n'eurent à aucun moment à se préoccuper de la question financière, autrement que pour hâter le paiement de leurs mémoires lorsque les travaux étaient exécutés par elles, pour le compte de l'Etat, en qualité d'entrepreneurs.

Il n'en fut pas de même en ce qui concerne les travaux de reconstitution proprement dits.

C'est, nous l'avons dit, la loi du 17 avril 1919 qui organise le paiement des indemnités pour dommages de guerre. « Les dommages certains, matériels et directs » (art. 2) causés par les faits de la guerre, sont constatés et évalués par

les Commissions Cantonales qui statuent, sauf recours devant le Tribunal de Dommages de Guerre, sur les demandes déposées par les sinistrés, et quant à la perte subie, c'est-à-dire quant à la valeur des biens en 1914, et quant aux frais supplémentaires de reconstruction. Le montant de l'indemnité et ses modalités de paiement varient selon que le sinistré prend ou non l'engagement de « remployer », c'est-à-dire de reconstituer les biens détruits ou des biens de même nature dans la zone dévastée, ou encore de « réinvestir », c'est-à-dire de destiner l'indemnité à un usage immobilier, agricole, industriel, commercial ou à l'exercice d'une profession sur un point quelconque du territoire. L'hypothèse du remploi entre seule dans notre sujet ; nous négligerons donc les deux autres.

Aux termes de l'article 44 de la loi du 17 avril 1919, si l'attributaire de l'indemnité procédait au remploi, ou s'il prenait, devant la Commission Cantonale ou le Tribunal de Dommages de Guerre, l'engagement de procéder à ce remploi, il avait droit, sans avoir à fournir aucune justification, dans le délai de deux mois à dater de la remise du titre, à un premier acompte de 25 0/0 du montant de son dommage valeur 1914 ; le solde de son indemnité lui était versé par acomptes successifs, au fur et à mesure des justifications de travaux ou des achats effectués pour la reconstitution de son bien (1).

(1) Cette disposition révèle bien les deux notions qui sont à la base de la loi de 1919. D'une part, une notion de solidarité qui fait à l'Etat l'obligation de réparer le dommage subi par certains, dans l'intérêt de tous ; mais cette obligation aurait été remplie par le paiement d'une indemnité correspondant à la valeur, en 1914, des biens détruits. D'autre part, la notion d'intérêt national qui prescrivait de favoriser la reconstruction rapide des régions dévastées : c'est à cette notion que correspondent les indemnités pour frais supplémentaires de reconstruction.

Le même article prévoyait qu'indépendamment de l'application des dispositions normales et avant toute évaluation des dommages, il pouvait être alloué aux sinistrés, pour répondre aux besoins les plus urgents, des avances dont les conditions d'attribution étaient fixées d'accord entre le Ministre des Régions Libérées et le Ministre des Finances. Limité tout d'abord à 60 0/0 de la double-valeur 1914 du dommage, le maximum des avances à consentir en vertu de cette disposition, fut porté, par la circulaire du 30 mai 1921, à 75 0/0 du triple du dommage, valeur 1914.

Le régime des avances commença à fonctionner au profit des compagnies houillères sinistrées au mois d'octobre 1919. Sur le vu : a) d'un compte sommaire donnant le total pour chaque compagnie, des sommes qu'elle avait déjà reçues ; b) d'une déclaration remise le premier de chaque mois, par chaque compagnie, à l'Ingénieur en Chef des Mines, précisant la situation à la même date, des avances qui lui auraient été consenties, à quelque titre que ce soit, un dossier d'avances pouvait être ouvert au Secteur Minier dont dépendait la Compagnie (1). Les chèques étaient délivrés par l'Ingénieur en Chef des Mines, sous le contrôle du Ministre de la Reconstitution Industrielle.

Au début de l'année 1920, d'accord avec les Services des Mines, le Groupement des Houillères victimes de l'Inva-

(1) Dès la fin de l'année 1918, il avait été créé onze secteurs régionaux dépendant de l'O. R. I. et, ayant pour mission de veiller sur place, dans leurs circonscriptions territoriales respectives, à la reconstitution industrielle. Toutefois, les travaux de réfection des houillères envahies étaient exclus de la compétence des secteurs régionaux. Trois « secteurs miniers » dépendant également de l'O. R. I. avaient été spécialement organisés à cet effet. Les Ingénieurs en Chef des Mines de Douai, de Béthune, et de Nancy en assuraient la direction, dans les limites territoriales de leurs arrondissements minéralogiques respectifs.

sion invita ses membres à adresser au Secteur Minier dont chacun d'eux dépendait, un état des prévisions de dépenses mensuelles. Cette mesure était de nature à faciliter très utilement une heureuse répartition des crédits mis à la disposition du Ministère de la Reconstitution Industrielle, tant entre les différents secteurs régionaux ou miniers, qu'à l'intérieur de chaque secteur, entre les divers intéressés.

Par ailleurs, l'organisation très décentralisée de l'Office de Reconstitution Industrielle rendait aussi souple que possible le mécanisme de la répartition des crédits.

L'organisation adoptée apparaissait satisfaisante, mais déjà il devenait évident que l'Etat ne pourrait pas supporter la charge des réparations, dans les conditions fixées par la loi du 17 avril 1919.

§ 2. — Les divers projets de modification de la loi du 17 avril 1919.

La création du « Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la Guerre » avait, dès la fin de 1919, eu pour but de financer la reconstitution. Aux termes de la convention passée entre l'Etat et les fondateurs du Crédit National, celui-ci devait réunir des fonds par voie d'emprunts amortissables dont le service était à la charge du Trésor, et payer pour le compte de l'Etat le montant des avances promises aux sinistrés, ainsi que les acomptes exigibles sur indemnités de dommages de guerre. En outre, dans des limites de montant et de durée déterminées, il pouvait, à ses risques et périls, consentir des prêts.

En 1920, le Crédit National avait déjà émis deux emprunts représentant au total 8 milliards de francs et,

dès cette époque, il apparaissait que, malgré l'importance de ses émissions, les sommes empruntées par cet établissement ne suffiraient pas aux besoins de la reconstitution.

Aussi, le Gouvernement dût-il avoir recours à la modification de la loi du 17 avril 1919, en tant qu'elle concernait les modalités de paiement.

Le 13 janvier 1920, le Gouvernement déposa sur le bureau de la Chambre des Députés, un projet tendant à permettre la mobilisation des avances promises par l'Etat aux sinistrés. Deux procédés étaient envisagés, suivant que les avances devaient être consenties à des entreprises jouissant d'un crédit personnel ou à des sinistrés ne présentant pas de surface financière. Aux premiers seraient remis des certificats d'ouverture de crédit, susceptibles d'être mobilisés par voie d'emprunt ; aux seconds des « cédules de reconstitution », portant intérêt à 5 1/2 0/0 l'an, transmissibles par endossement, de telle sorte qu'elles puissent être facilement escomptées.

Le 18 mai, le projet du 13 janvier était retiré par le nouveau Gouvernement, qui le jugeait insuffisant d'une part, en ce qu'il ne s'appliquait qu'aux avances et non au règlement des indemnités ; d'autre part, en ce qu'il n'édicte que des mesures facultatives pour les sinistrés. Le nouveau projet (N° 684 de la 12^e législature) ne laissait subsister ce caractère facultatif que pour les sinistrés dont les pertes étaient inférieures à 4 millions ; ceux-là pouvaient choisir entre les dispositions de la loi du 17 avril 1919 et celles du projet. Au contraire, les sinistrés dont les pertes étaient égales ou supérieures à 4 millions étaient contraints d'accepter un paiement par annuités. Celles-ci, dont le nombre aurait varié de 15 à 30, étaient calculées

au taux annuel de 5 0/0, en supposant l'indemnité intégralement exigible le 1^{er} janvier 1924.

Ce projet fut assez énergiquement combattu : on lui reprochait surtout de porter atteinte au principe de la loi du 17 avril 1919, en *imposant* un paiement par annuités, et d'allouer aux sinistrés un intérêt d'un taux insuffisant.

Sur ces entrefaites, M. Loucheur, député, déposait une proposition de loi dont les dispositions s'opposaient à celles du projet gouvernemental, surtout en ce qu'il s'appliquait aux dommages égaux ou supérieurs à 500.000 francs au lieu de 4 millions ; en ce que le paiement par annuités restait facultatif ; en ce que les intérêts étaient décomptés à 6 0/0 l'an, et enfin en ce que les annuités cessaient d'être égales, chaque portion de capital s'augmentant des intérêts du jour de l'exigibilité au jour de l'échéance, de telle sorte que les annuités les plus éloignées étaient aussi les plus élevées.

Cette proposition de loi fut renvoyée devant la Commission des Régions Libérées de la Chambre, avec le projet de loi N° 684. La Commission rédigea un nouveau texte, qui fut adopté par la Chambre le 9 juillet 1920. Renvoyé au Sénat, il y fut assez profondément remanié, sur le rapport de M. Paul Doumer. La Chambre adopta la rédaction votée par le Sénat et le texte définitivement voté constitua les articles 150 à 159 de la longue et importante loi de finances du 31 juillet 1920.

§ 3. — Les articles 150 à 159 de la loi du 31 juillet 1920.

Les articles 150 à 159 de la loi de finances du 31 juillet 1920 avaient pour but d'alléger les charges du Trésor Public. Mais il convenait d'organiser le paiement des annuités, de telle sorte que la reconstitution ne fût pas

retardée dans la mesure même où l'Etat s'assurait des délais de paiement. Pour cela, une seule solution était possible : faciliter aux sinistrés le recours à l'emprunt, la « mobilisation » du montant du capital de leurs annuités.

Tel est, en effet, l'objet des articles 150 à 159 de la loi du 31 juillet 1920, comme des projets et propositions qui les ont précédés.

Les sinistrés dont la perte subie est égale ou supérieure à 1 million de francs, *peuvent* (l'obligation prévue par le projet 684 est abandonnée) obtenir le paiement par annuités de tout ou partie de leur indemnité, et passer à cet effet une convention avec le Ministre des Finances, après avis du Ministre des Régions libérées.

Les annuités sont déterminées en prenant pour base, d'une part, un taux d'intérêt de 6 0/0 ; d'autre part, une « date conventionnelle d'exigibilité » de l'indemnité correspondant à l'époque moyenne de la reconstitution envisagée. Cette date est fixée par le Ministre des Finances suivant la nature du sinistre, après avis du Ministre des Régions libérées, et le sinistré entendu. La première annuité est exigible un an après la date de la convention de paiement par annuités passée avec le Ministre des Finances (art. 153).

Les titres d'annuités remis au sinistré peuvent être cédés ou donnés en garantie dans les conditions prévues par le Code Civil (art. 154).

Les sinistrés ou groupements de sinistrés, ainsi que leurs cessionnaires, peuvent contracter des emprunts gagés sur leurs annuités : s'ils n'ont pas usé de cette faculté, l'obligation de justifier du emploi subsiste pour eux et ils ne peuvent encaisser les annuités qu'à charge de fournir cette

justification (art. 155). Mais il est bien évident qu'aurait été détruite toute faculté d'emprunt, si la même justification avait été exigée préalablement à l'encaissement des annuités constituées en gage d'emprunt. Il n'était pourtant pas possible de renoncer à cette justification, nécessaire au bon ordre des finances publiques. La difficulté était résolue de la manière suivante : dans l'hypothèse où les annuités étaient constituées en gage d'emprunts, elles seraient payées à simple présentation au Trésor, sans justification d'emploi. Mais les sommes empruntées étaient versées, au choix de l'emprunteur, soit à la Banque de France, soit au Trésor, soit dans un établissement de crédit agréé par le Ministre des Finances ; elles ne pouvaient être mises à la disposition de l'emprunteur que sur production des justifications d'emploi que l'établissement agréé pouvait être tenu de représenter à tout moment (art. 155).

L'indemnité étant définitivement fixée pour un nombre relativement minime de sinistrés (1), le Ministre des Régions Libérées pouvait délivrer aux ayants droit, sur leur demande, avant fixation de leur indemnité et sur évaluation administrative, un certificat provisoire de dommages. Ce certificat pouvait, comme les titres d'annuités, être délégué, transporté ou remis en gage sans autorisation du tribunal civil ni du tribunal de dommages de guerre (art. 150 et 151).

Enfin, diverses réductions ou immunités fiscales étaient

(1) Au 1^{er} janvier 1922, les Commissions Cantonales avaient examiné 1.645.983 demandes et accordé 21.797.406.697 francs d'indemnités, alors qu'au 1^{er} janvier 1928, le nombre des demandes instruites et le montant total des indemnités allouées s'élevaient respectivement à 3.092.884 et 77.753.749.884 (E. Michel, op. cit. tab. 65).

accordées aux sinistrés qui accepteraient de recourir aux nouvelles modalités de paiement : dispense de timbre et de droit proportionnel d'enregistrement pour les actes constitutifs de groupements de sinistrés, les conventions avec l'Etat, en vue d'un paiement par annuités, les cessions, transports et transferts des annuités, les actes relatifs aux emprunts des sinistrés ou de leurs cessionnaires ou délégataires gagés par des annuités ; exemption de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, tant sur les intérêts inclus dans les annuités dues par l'Etat, que sur les intérêts des emprunts gagés sur ces annuités ; exemption des droits de timbre, de transfert et de transmission sur les titres émis en représentation de ces emprunts (art. 157).

On peut conclure, semble-t-il, de la rapide analyse qui procède, que dans leur ensemble les dispositions incluses dans les articles 150 à 159 de la loi du 31 juillet 1920 étaient équitables et judicieuses. Elles allégeaient les charges immédiates du Trésor Public, sans porter d'atteinte grave aux droits reconnus par la loi du 17 avril 1919. Sans doute, les frais des emprunts à émettre par les sinistrés restaient-ils à leur charge et, dans cette mesure, leurs droits étaient-ils amputés, mais en contre-partie la possibilité leur était offerte de se procurer d'abondantes ressources immédiates. Ce n'était pourtant qu'une possibilité dont la réalisation dépendait de l'initiative et de l'habileté de chaque sinistré ou groupe de sinistrés.

§ 4. — Le Groupement des Houillères, victimes de l'Invasion et l'élaboration de la loi du 31 juillet 1920.

Nous avons vu comment fonctionnait, au profit des

houillères sinistrées, le régime des avances autorisées par l'article 44 de la loi du 17 avril 1919.

Dès le début de l'année 1920, les crédits alloués aux secteurs miniers se révélèrent insuffisants pour couvrir les dépenses de reconstitution des houillères, eu égard à l'activité avec laquelle cette reconstitution était poursuivie. C'est ainsi qu'en avril, le Secteur Minier disposa d'un crédit total de 44 millions, alors que les dépenses s'élevaient à 86 millions, en mai de 34 millions pour un total de dépenses de 92 millions.

Le Groupement des Houillères victimes de l'Invasion, se préoccupa vivement de cette situation et fit, à ce sujet, plusieurs démarches auprès des Services des Mines.

Le 15 avril 1920, la Commission Administrative du Groupement des Houillères victimes de l'Invasion nommait une sous-commission financière composée de cinq membres. Cette sous-commission avait spécialement pour mission d'étudier les divers projets et propositions de loi, d'ordre financier, alors soumis au Parlement, et d'entrer en contact avec les Pouvoirs Publics, afin de leur présenter les objections et les suggestions des houillères.

Au cours de plusieurs entrevues qui eurent lieu au début de juin 1920, entre les Ministres des Finances, des Travaux Publics et des Régions Libérées et les membres de la sous-commission financière du Groupement, furent examinés les différents aspects du problème financier posé par la reconstitution des houillères.

La sous-commission proposait tout d'abord de faire financer la remise en état des mines de charbon, par des prélèvements sur le produit de la vente des charbons allemands. Cette solution, qui avait l'avantage de répondre à

l'esprit du traité de Versailles, fut rejetée par le Ministre des Finances, car la valeur des charbons allemands constituait une recette prévue qui ne pouvait servir qu'à alimenter les besoins généraux du Trésor, sans affectation spéciale possible.

Cette solution écartée, les houillères, soucieuses de faciliter autant que cela leur était possible, la tâche du Gouvernement, acceptèrent en principe, ainsi que le suggérait le Ministre des Finances, de recourir à l'emprunt. Mais la sous-commission crut devoir formuler son avis sur les projets alors en discussion devant la Commission des Régions Libérées de la Chambre des Députés. Elle demandait notamment que le taux de l'intérêt ne soit pas inférieur à 6 0/0 l'an. Sur ce point, elle obtint satisfaction.

Elle demandait également que le paiement par annuités soit rendu obligatoire pour les sinistrés, ainsi que le prévoyait le projet N° 684 ; on ne peut admettre, disait-elle, que des sinistrés ayant des créances de même ordre ne soient pas assujettis au même régime pour le règlement de leurs dommages. Enfin, elle demandait que les annuités puissent être représentées par des bons du Trésor payables le 31 décembre de l'année de l'échéance de l'annuité. Sur ces deux derniers points, le législateur s'écarta des suggestions des houillères. On comprend que la représentation des annuités par des bons du Trésor ait paru dangereuse : l'un des avantages recherchés par le projet n'était-il pas de sauvegarder le crédit de l'Etat en évitant les émissions massives auxquelles il aurait dû procéder si n'avait pas été instauré le paiement par annuité des indemnités de dommages de guerre ? Cet avantage aurait-il été obtenu si les titres d'annuité avaient été représentés par des bons du Trésor négociables ? Et, au surplus, le

contrôle du remploi n'aurait-il pas été rendu beaucoup plus difficile ?

On comprend moins que le paiement par annuités soit resté facultatif. Par l'inégalité qui pouvait en résulter entre des sinistrés de la même profession et de la même région, le caractère facultatif des nouveaux modes de paiement avait quelque chose de choquant. De plus, il mettait à la merci des sinistrés l'efficacité des dispositions prises. Peut-être pensa-t-on que l'impossibilité pour l'Etat d'allouer aux sinistrés les avances autorisées par l'article 44 de la loi de 1919, suffirait à faire préférer par les intéressés les modalités de paiement de la loi de 1920. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement devait s'efforcer — pour que, malgré l'option laissée aux sinistrés, la loi atteigne son but — de s'assurer, avant même qu'elle ne fût votée, le concours du plus grand nombre possible de sinistrés, et surtout des plus importants. A cet égard, les houillères venaient en premier rang et par l'ordre de grandeur de leurs dommages et par l'influence de leur exemple. Ce concours, les houillères ne le refusèrent pas.

Dans sa séance du 17 juin 1920, la Commission administrative du Groupement des Houillères Victimes de l'Invasion approuva l'attitude prise par sa sous-commission auprès des Pouvoirs Publies, et la chargea d'étudier de suite les modalités d'un emprunt collectif des houillères sinistrées.

Au cours de ses conversations avec les ministres compétents, la sous-commission financière des Houillères s'était efforcée d'obtenir — et avait obtenu — la promesse que les avances nécessaires à la continuité des travaux de reconstitution, seraient faites par l'Etat pendant tout le temps indispensable pour réaliser l'emprunt projeté.

§ 5. — **Le Groupement des Houillères du Nord
et du Pas-de-Calais.**

La sous-commission financière du Groupement des Houillères Victimes de l'Invasion entreprit, conformément à la mission à elle confiée par la Commission Administrative, l'étude des modalités d'un emprunt à émettre par les houillères sinistrées.

La solution qui prévalut, après examen de diverses combinaisons et notamment de l'émission par le Crédit National d'un emprunt spécial dont le produit eût été réservé aux houillères, fut la création d'un organe corporatif indépendant chargé de contracter des emprunts pour la reconstitution des mines. La Commission Administrative approuva cette décision. Le nouvel organisme, qui prit le nom de « Groupement des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais », reçut l'adhésion de toutes les sociétés intéressées.

a) *Forme et Objet.*

On pouvait hésiter entre différentes formules, quant à la nature juridique du Groupement des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

Cet organisme ne poursuivait aucun but de lucre. On pouvait donc penser à lui donner la forme d'une association constituée conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, ou encore d'un syndicat professionnel. Mais l'une et l'autre de ces formules soulevaient de graves objections. Si le nouvel organisme avait pris la forme d'une association ou d'un syndicat, son activité eût été soumise à trop d'entraves pour lui permettre de remplir sa mission. Association, il eût été dans l'obligation de placer ses fonds d'emprunts, non immédiatement utilisables, en valeurs nominatives.

Syndicat, il eût joui d'une capacité, malgré la loi du 12 mars 1920, fort incomplète. Enfin, association ou syndicat, il eût été contraint d'assurer son existence uniquement au moyen des cotisations de ses membres : c'eût été rendre cette existence trop précaire.

Restait la création d'une Société qui devrait être commerciale, par la nature même des opérations sociales envisagées. Bien qu'aux termes de l'article 1832 du Code Civil, la Société soit un contrat conclu « dans la vue de partager le bénéfice » et que le Groupement n'ait pas pour objet de faire des bénéfices, il pouvait très certainement prendre la forme d'une Société, puisqu'il est admis que les associés peuvent, en constituant une Société, poursuivre un « gain matériel » distinct des gains pécuniaires que sont les « bénéfices » proprement dits (1).

Mais on pouvait encore hésiter entre les différentes formes possibles de sociétés commerciales : société de personnes ou société de capitaux. Etant donné la nature des opérations que le Groupement devait entreprendre, la Société de personnes devait être écartée : elle aurait entraîné une responsabilité solidaire et indéfinie des associés qui, quelle que soit leur confiance réciproque, était inadmissible. On adopta donc l'idée de créer une société anonyme.

Bien entendu, les rédacteurs des statuts prirent soin de prémunir les associés contre l'introduction parmi eux, de personnes ou sociétés étrangères à l'objet de la Société. L'article 11 des statuts dispose que « les actions ne peu-

(1) Cf. Cass. Chambres Réunies, 11 mars 1914 (*Journal des Sociétés* 1915, 98 ; voir également Cass. Civ., 2 mars 1931, *Rec. Jur. Soc.* 1931, 165).

vent être cédées sans l'autorisation préalable du Conseil d'administration, même par adjudication publique, en vertu d'ordonnance en justice ou autrement ». Dans le même esprit, le Conseil qui, aux termes des statuts, devait comprendre douze administrateurs au moins et vingt au plus, fut composé de dix-huit membres, représentant chacun l'une des dix-huit compagnies houillères adhérentes.

Le capital social, fixé à 50 millions, fut intégralement souscrit par les compagnies intéressées.

L'objet social était dicté par les circonstances dans lesquelles la Société se créait. On ne saurait mieux le résumer que l'article 3 des statuts :

« La Société a pour objet de procurer aux Houillères du Nord et du Pas-de-Calais des ressources financières pour leur reconstitution et, à cet effet :

« D'acquérir ou de recevoir en gage des titre d'annuités délivrés par l'Etat français, en exécution de la loi du 31 juillet 1920 et de toutes autres lois ultérieures, et détenus par les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, en représentation des droits à indemnité pour dommages de guerre ;

« D'assurer le recouvrement, la gestion et la négociation de ces annuités ;

« De créer, émettre et négocier toutes obligations ou autres titres garantis notamment par lesdites annuités ou jouissant de tous autres droits et privilèges mobiliers et immobiliers ;

« Après avoir été agréée par M. le Ministre des Finances dans les conditions prévues à l'article 155 de la loi du 31 juillet 1920, de conserver en dépôt, gérer et mettre à la

disposition des sociétés houillères, sur justification d'emploi, les sommes empruntées ;

« Et généralement de faire toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant aux opérations ci-dessus. »

Le Groupement des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais fut définitivement constitué le 29 décembre 1920.

b) *Organisation financière.*

Le mécanisme des emprunts du Groupement est assez compliqué par cela seul qu'il devait, en quelque sorte, se mouler sur les dispositions de la loi du 31 juillet 1920. Nous nous bornerons à indiquer succinctement les principales opérations auxquelles chacun d'eux devait nécessairement donner lieu :

1° Les Compagnies houillères intéressées devaient passer avec l'Etat une convention fixant l'échelonnement des annuités et la date d'exigibilité de leur indemnité, c'est-à-dire l'époque moyenne de reconstitution dans les conditions déterminées par l'article 153 de la loi du 31 juillet 1920.

Pour faciliter l'émission du premier emprunt du Groupement — émission que le Gouvernement désirait vivement hâter, car il comptait beaucoup sur l'exemple des houillères pour amener les sinistrés à se placer sous le régime de la loi du 31 juillet 1920 — l'Etat et les Compagnies acceptèrent, d'un commun accord, par convention du 9 mars 1921, de reporter à une date ultérieure la fixation de l'époque moyenne de reconstitution, la date d'exigibilité des annuités étant, par dérogation à la règle, détermi-

née sans tenir compte de l'époque moyenne de reconstitution.

2° Les Compagnies houillères devaient passer une convention avec le Groupement, fixant les garanties à offrir aux obligataires.

Ces garanties étaient de deux sortes : personnelles et réelles.

Dans l'ordre des garanties personnelles, chaque compagnie s'engageait à verser au Groupement les sommes nécessaires pour assurer l'amortissement et le service des intérêts de l'emprunt à émettre, mais seulement dans la proportion de sa part dans ledit emprunt, par rapport à son montant total. Le Groupement était autorisé à faire état de cet engagement auprès des futurs obligataires. Ainsi, l'engagement des houillères s'analysait en une caution personnelle et partielle, sans aucune solidarité entre les différentes compagnies intéressées, pas plus qu'entre chacune d'elles et le Groupement.

Dans l'ordre des garanties réelles, les Compagnies participantes à l'emprunt devaient mettre à la disposition du Groupement, les annuités qui leur avaient été délivrées, afin qu'elles soient constituées en gage de l'emprunt. Elles consentirent, à cet effet, au profit du Groupement, une délégation imparfaite, dans les termes de l'article 1275 du Code Civil, de leurs créances sur l'Etat, en lui donnant les pouvoirs nécessaires pour leur mise en gage au profit des obligataires.

Ainsi, les obligataires étaient utilement garantis. Sans doute, la délégation imparfaite consentie par les Compagnies au profit du Groupement, ne faisait pas naître de droit réel sur les titres d'annuités ; la délégation n'est pas

une cession de créance (1). Mais il importait peu, puisque le Groupement était autorisé par le délégant à constituer la créance en gage au profit des obligataires. A ce droit de gage, s'ajoutait en faveur des prêteurs la caution des Compagnies, de sorte que trois signatures leur garantissaient l'exécution des engagements pris à leur égard : celle de l'Etat débiteur des annuités remises en gage ; celle du Groupement société anonyme emprunteuse, celles des compagnies chacune pour une part.

3° Il était nécessaire de réunir les obligataires en association, dans les formes usuelles de la « Société Civile d'Obligataires ». Cette formalité, toujours utile, était quasi indispensable pour permettre la remise en gage de l'emprunt des annuités délivrées aux Compagnies. L'article 2076 du Code Civil fait, en effet, de la remise de la chose au créancier ou à un tiers-détenteur, une condition essentielle de la validité du gage. Les statuts des Sociétés Civiles d'obligataires rédigés avant chaque émission et reproduits intégralement tant sur les prospectus d'émission que sur les titres, donnent aux administrateurs de ces Sociétés pouvoir « d'accepter toutes garanties et notamment tous nantissements de titres d'annuités, et de désigner, d'accord avec la Société débitrice, tous tiers pour la conservation des gages, l'encaissement des annuités et la centralisation des provisions nécessaires au service de l'emprunt ».

4° Pour clore la série des opérations préalables, un accord devait intervenir entre le Groupement et les premiers représentants de la Société Civile d'Obligataires, accord par lequel le Groupement affectait, en garantie de

(1) Planiol et Ripert — Traité de Droit Civil, T. VII, p. 600 et la note.

l'emprunt, les annuités qui lui avaient été déléguées par les Compagnies, ce qui était accepté pour les obligataires par les représentants de la Société Civile, et désignait, d'accord avec ces derniers, le tiers-détenteur du gage.

Postérieurement à l'émission de l'emprunt, la fonction du Groupement comportait la répartition de son produit entre les différentes compagnies participantes, dans les conditions fixées par le deuxième alinéa de l'article 155 de la loi du 31 juillet 1920. On se rappelle qu'aux termes de cet article, les sommes empruntées doivent être versées, au choix de l'emprunteur au Trésor, à la Banque de France ou dans les établissements de crédit agréés par le Ministre des Finances. Elles ne peuvent être retirées que sur justification d'emploi, au fur et à mesure de l'avancement de la reconstitution.

Le Groupement des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais demanda au Ministre des Finances de l'agréer comme dépositaire des sommes empruntées par ses soins. Le Ministre des Finances accéda à cette demande à deux conditions : le Groupement devait s'engager à l'aviser de l'encaissement effectif du produit des emprunts et être en mesure de justifier à tout moment, ainsi que la loi l'exigeait, de la concordance entre le montant des certificats de justification d'emploi présentés par les Compagnies houillères et celui des prélèvements effectués sur le produit de ces emprunts. La règle posée par l'article 155 de la loi du 31 juillet 1920, sans jamais être supprimée, a, d'ailleurs, été à plusieurs reprises adoucie, notamment par l'article 15 de la loi de finances du 31 mars 1922, aux termes duquel le sinistré qui a usé des dispositions de la loi du 31 juillet 1920 est considéré comme ayant totalement remployé le montant nominal du titre d'annuité mobilisé par son emprunt, s'il a affecté à la reconstitution

de ses biens la totalité du produit *net* de cet emprunt, à la condition que le produit net ne soit pas inférieur de plus de 10 0/0 au montant nominal du titre d'annuités.

c) Résultats

Sous la direction de M. Georges Jouasset, ancien directeur de la Comptabilité publique, appelé dès l'origine à la tête du Groupement, celui-ci a fort heureusement rempli la mission qui lui était confiée.

Dès le mois d'avril 1921, était émis un emprunt d'un montant nominal de 1.200 millions entièrement et facilement couverts. C'était le premier des emprunts émis en conformité de la loi du 31 juillet 1920. En juin 1922, il procéda à l'émission d'un second emprunt de 500 millions. De son côté, la Société des Mines de Lens qui participait comme les autres Compagnies houillères sinistrées aux deux emprunts précités, procéda avec le concours du Groupement à l'émission de deux emprunts spéciaux de reconstitution, le premier d'un montant de 106 millions de francs, le second de 102.500.000 francs.

Tous ces emprunts ont une durée d'amortissement de 30 ans, égale à la durée des annuités de l'Etat qui les garantissent. Ils sont émis au taux de 6 0/0, mais comportent une prime de 20 francs par obligation d'un montant nominal de 500 francs, le prix d'émission ayant dû être fixé à 480 francs pour tenir compte de la situation du marché de l'argent. Le taux des annuités de l'Etat étant également de 6 0/0, c'est une perte assez lourde que les Compagnies houillères subissaient. A cette perte, il faut ajouter les divers frais d'émission : commissions de banque, frais de publicité. Dans l'ensemble, le produit net

des émissions s'éleva à 92 0/0 du montant nominal des emprunts.

C'est donc d'environ 8 0/0 que l'application de la loi du 31 juillet 1920 avait pour effet d'amputer les droits que les compagnies houillères tenaient de la loi du 17 avril 1919. Un autre emprunt d'un montant nominal dépassant quelque peu 60 millions de francs, fut émis à des conditions encore plus onéreuses au mois de juillet 1927. Amortissables en 27 ans, les obligations comprises dans cet emprunt portaient également intérêt au taux de 6 0/0 l'an. Mais elles étaient émises à 453 fr. 75, soit une prime de 46 fr. 25 pour 1.000 francs.

Mais dès que les circonstances le permirent, le Groupement procéda à la conversion de ses emprunts. Il avait, en effet, pris soin, lors des émissions, de se réserver la faculté de rembourser par anticipation. En décembre 1930, fut converti l'emprunt de 1921, et en mars 1931, celui de 1922. Il procédait également, en 1921, à la conversion des deux emprunts émis pour le compte des Mines de Lens. Le taux d'intérêt des nouvelles obligations était uniformément de 4 0/0. Le succès qu'obtinrent les différents emprunts de conversion fut une preuve nouvelle de l'excellence de la formule adoptée.

Mais les opérations de conversion ne laissaient pas d'être délicates. Les liens de droit qui unissaient respectivement l'Etat, le Groupement, les Compagnies et les obligataires ne pouvaient pas être purement et simplement rompus pour être remplacés par de nouveaux engagements. De nouveaux accords qu'il est inutile d'analyser, puisqu'ils sont basés sur les mêmes principes que les précédents, furent conclus avec les divers intéressés, et notamment

avec l'Etat qui devait seul bénéficier de la réduction du taux d'intérêt.

Par ailleurs, les fonds d'emprunts dont le Groupement était dépositaire n'étaient pas intégralement utilisables sans délai. Le Groupement pouvait donc les employer : il suffisait pour cela que les Compagnies aux comptes desquelles ces capitaux étaient inscrits, mais qui ne pouvaient en disposer que sur justification d'emploi, voulussent bien lui remettre un état des prévisions de leurs dépenses de reconstitution, de sorte que le Groupement organisât sa trésorerie eu égard à ces prévisions.

Les produits procurés de la sorte par la gestion de la trésorerie du Groupement ont permis d'amoindrir la perte des houillères sinistrées : ils ont fait l'objet de ristournes au profit des participants, proportionnellement au montant des sommes déposées à leur compte au Groupement, conformément à l'article 153 de la loi du 31 juillet 1920.

Les sommes fournies aux houillères sinistrées par le Groupement des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais ont été très importantes. Elles se sont élevées à 554 millions en 1921, 570 millions en 1922, 380,5 millions en 1923, et 227,96 en 1934. Au 31 décembre 1924, les prélèvements des houillères étaient virtuellement terminés. C'est une somme de 1 milliard 800 millions de francs environ que le Groupement a mise à la disposition des Houillères pour leur reconstitution.

Ce chiffre permet de mesurer l'importance de son rôle dans la reconstitution des houillères dévastées.

CHAPITRE III

L'Organisation technique de la Reconstitution

§ 1^{er}. — Généralités.

Pour primordial qu'il soit, le problème financier n'est pas le seul, ni peut-être le plus épineux, de ceux que posait la reconstitution des houillères sinistrées.

L'organisation des travaux de remise en état soulevait, elle aussi, de nombreuses questions. Eu égard à l'immensité des dévastations, tous les éléments dont on disposait pour la restauration apparaissaient insuffisants : matériel, main-d'œuvre, force motrice. Par ailleurs, l'exécution de travaux parfois complémentaires incombait pour les uns à l'Etat, pour les autres aux sinistrés eux-mêmes, tels les travaux de dénoyage et les travaux de restauration des galeries de mines.

Il n'est pas dans notre dessein de décrire de façon détaillée la solution qui a prévalu pour chacune de ces nombreuses questions. Nous voudrions seulement montrer dans quel esprit elles ont été résolues, et pour cela analyser les solutions particulièrement caractéristiques données à trois des plus importantes d'entre elles : la question de la main-d'œuvre, la question de la force motrice, la question du dénoyage.

§ 2. — La main-d'œuvre.

Elément essentiel de la reconstitution des mines, la main-d'œuvre minière faisait défaut, dans une large mesure, à la fin des hostilités.

Avant la guerre, l'effectif total dans les mines de houille françaises était d'environ 220.000 ouvriers. Les mines du Nord en occupaient environ 35.000 et celles du Pas-de-Calais 100.000. Ces effectifs n'étaient qu'à peine suffisants.

A la fin de la guerre, ces chiffres, les derniers surtout, étaient singulièrement réduits. Comme tous les Français, les mineurs avaient payé leur lourde contribution à la Défense Nationale, en morts, en blessés, en mutilés. En ce qui concernait les mines du Nord et du Pas-de-Calais, une autre cause avait aggravé la diminution de l'effectif : ceux des mineurs qui n'avaient pas été mobilisés avaient, en grand nombre, été répartis dans les mines du Centre et du Midi qui, durant toute la guerre, avaient travaillé à plein rendement. Les familles des mobilisés avaient été évacuées. Beaucoup des uns et des autres se fixèrent au lieu où la tourmente de 1914-1918 les avait laissés. Aussi les mines du Nord et du Pas-de-Calais ne disposaient-elles en 1919, près d'un an après l'armistice, malgré la libération anticipée des ouvriers mineurs de certaines classes, que de 57.000 ouvriers mineurs, soit une diminution de 80.000 ouvriers environ sur l'effectif de 1914.

L'emploi des prisonniers de guerre, dont 18.000 environ furent occupés dans les houillères françaises, permit de faire face, partiellement et très provisoirement, aux difficultés créées par la pénurie de main-d'œuvre. Mais, dès le mois de février 1919, commença le rapatriement des prisonniers allemands.

Il fallait les remplacer. Et leur remplacement même était bien insuffisant pour atteindre les effectifs d'avant-guerre. Ceux-ci étaient, au surplus, devenus inférieurs aux besoins, d'une part, par suite de l'augmentation de la

consommation de houille, d'autre part, par suite de l'importante réduction de la durée du travail journalier, réalisée, pour les mineurs du fond, par la « loi Durafour ».

Diverses mesures furent prises, d'accord entre les houillères et le Ministère de la Reconstitution Industrielle, tendant à drainer vers les mines sinistrées un important contingent de main-d'œuvre nationale : hauts salaires destinés à attirer vers les mines la main-d'œuvre des régions agricoles environnantes ; organisation de trains spéciaux pour amener à la mine des ouvriers de régions quelque peu éloignées ; allocation d'une journée de congé supplémentaire par quinzaine aux ouvriers dont le domicile était éloigné de la mine de plus d'une heure de transport, etc...

Ces mesures, dont le succès fut d'ailleurs inégal, étaient loin d'être suffisantes pour assurer aux mines le personnel dont elles avaient besoin. Un recours à la main-d'œuvre étrangère était indispensable.

Un décret du 18 octobre 1917 avait créé au Ministère du Travail le Service de la Main-d'Œuvre Etrangère et l'avait chargé de centraliser les renseignements relatifs au recrutement des ouvriers étrangers destinés à l'industrie. C'est avec l'accord et l'appui de ce service, qui fut longtemps dirigé par M. Oualid, que le Comité Central des Houillères de France, créant lui-même, à cet effet, un service spécial, entreprit de faire immigrer en France, un certain nombre d'ouvriers étrangers pour les employer dans les mines.

Le Service de la Main-d'Œuvre Etrangère se chargea d'établir, par l'intermédiaire du Ministère des Affaires Etrangères, avec les principaux pays intéressés des accords de principe, sans lesquels il n'aurait pas été possible

d'engager des pourparlers particuliers. Cela fait, il était établi, pour chaque catégorie d'immigrants, un contrat type. Puis, le Comité Central des Houillères de France se chargeait d'établir les probabilités de besoins en main-d'œuvre de ses adhérents et de grouper leurs demandes. Ces demandes, approuvées par le Service de la Main-d'Œuvre Etrangère et par la Commission interministérielle de la Main-d'Œuvre Etrangère, les contrats individuels étaient signés soit à la frontière française par un représentant des employeurs, soit dans le pays d'origine des ouvriers par un mandataire spécial des mines intéressées ou par un membre de la mission officielle de recrutement, lorsqu'il en existait une, comme en Pologne.

Cette organisation devait permettre de recruter à l'étranger assez rapidement le personnel nécessaire à la reconstitution et à la reprise d'activité des houillères sinistrées. Mais il fallait ne s'engager dans cette voie qu'avec beaucoup de prudence. Certains mineurs français n'étaient pas encore démobilisés. Il aurait été odieux que l'emploi auquel ils pouvaient prétendre à leur retour ait été pris par des étrangers. Par ailleurs, tous ceux-ci n'étaient pas aptes à exercer immédiatement la fonction à laquelle on les destinait : il était dangereux d'introduire dans l'effectif, un pourcentage trop élevé d'ouvriers encore inexpérimentés. Il est curieux de noter que c'est le Ministre de la Reconstitution Industrielle d'alors, M. Loucheur, qui a tant fait pour la rapide reconstitution des houillères sinistrées, qui entendait hâter l'immigration des mineurs étrangers, cependant que le Comité des Houillères modérait son impatience.

En 1919 et 1920, le Comité Central des Houillères a introduit en France 9.629 ouvriers étrangers, munis de contrats d'emploi, 6.107 en 1921, 18.862 en 1922, 26.151 en

1923. Le plus fort contingent d'immigrants est de beaucoup fourni par la Pologne, dont beaucoup de nationaux étaient, avant la guerre, employés dans les mines allemandes. On remarque l'accroissement rapide de l'immigration au cours des années 1922 et 1923. C'est qu'alors, l'état d'avancement des travaux de dénoyage permet, nous le verrons, de reprendre l'exploitation dans de nombreuses galeries des mines sinistrées.

A partir de 1924 et jusqu'en 1931, le même mouvement d'immigration se continue. Mais il est organisé à partir du 17 mai 1924 par une société spéciale, la Société Générale d'Immigration, dans la constitution de laquelle les houillères eurent la plus grande part. L'étude du fonctionnement de cet organisme déborderait le cadre de la présente étude. Au surplus, à partir de 1924, le mouvement va se ralentissant, du moins quant à la main-d'œuvre minière : de nombreux étrangers sont encore embauchés par les mines, mais il s'agit moins d'augmenter les effectifs que de les maintenir.

L'immigration massive dont nous parlons n'a pas été sans soulever des critiques. Il est bien certain qu'un apport étranger aussi important risque d'entraîner des perturbations, et non pas seulement dans le domaine économique, il s'en faut. Mais la nécessité en était impérieuse : sans la main-d'œuvre étrangère, il est hors de doute que la reconstitution des houillères du Nord et du Pas-de-Calais aurait été moins rapide et moins complète. Or, cette reconstitution présentait, pour l'économie française, une importance primordiale qui n'est pas à démontrer.

Mais il reste que, peut-être, cette immigration aurait été utilement réglementée selon un plan d'ensemble, tenant compte de toutes les données du complexe problème. Les

ouvriers polonais, par exemple, ont constitué, dans diverses régions minières de France, de véritables colonies, dont on a tenu à respecter le particularisme : cela était peut-être nécessaire pour assurer le concours des autorités polonaises. Du point de vue national et social, cela présente d'autant plus d'inconvénients que la facilité des naturalisations est plus grande depuis la loi de 1927.

Quoiqu'il en soit, il appartenait à l'Etat d'avoir une politique de l'immigration. Mais cette immigration était, nous le répétons, indispensable.

§ 3. — **La force motrice - La Compagnie Electrique des Houillères du Pas-de-Calais.**

Bien avant que le recul des armées allemandes ait permis de constater l'importance des dommages subis par les mines, la Commission Administrative du Groupement des Houillères Envahies s'était préoccupée d'assurer aux Compagnies houillères sinistrées la force motrice nécessaire à leur reconstitution. A elles seules, les puissantes pompes qui devaient être employées au dénoyage absorberaient une quantité considérable de courant électrique (1), de même que les treuils provisoires qui permettraient de descendre dans les puits à mesure que baisserait le niveau de l'eau, et chaque atelier, chaque bureau auraient besoin de courant.

Dès le 23 juillet 1917, la Commission Administrative discutait les diverses solutions à envisager.

(1) Le matériel d'exhaure employé par la Société Civile de Dénoyage, représentait une puissance de l'ordre de 17.000 kw.

La fourniture du courant électrique nécessaire pouvait être assurée :

1° Par une augmentation de puissance des centrales non envahies, c'est-à-dire celles de Bruay, Nœux, Béthune et Marles. Il faudrait, dans cette hypothèse, tenir compte aux compagnies propriétaires de ces centrales des dépenses d'installation qu'elles auraient à faire.

2° Par une centrale construite par l'Etat ;

3° Par la construction d'une ligne amenant le courant de Paris ;

4° Par la construction d'une centrale commune aux mines dévastées.

La solution qui prévalut fut une combinaison de la première et de la quatrième.

Les premiers besoins de courant électrique furent assurés par la centrale appartenant aux mines de Béthune et par celle des mines de Nœux. Mais ces deux compagnies ne se jugeaient pas en mesure, en 1918, de fournir une puissance supérieure à 15.000 kw., alors qu'on estimait les besoins à 20.000 kw. pour la première période de la reconstitution et à 40.000 kw. par la suite.

Il était donc indispensable de construire la grande centrale commune à laquelle on avait pensé dès le début des études. En vue de la construction de cette centrale, on créa sous l'égide du Groupement des Houillères Envahies, une société anonyme qui fut définitivement constituée le 20 décembre 1917. Elle n'était composée que des houillères

du Pas-de-Calais. Elle prit le nom de « Société Electrique des Houillères du Pas-de-Calais ».

Primitivement, la centrale à construire par cette compagnie devait être située à Harnes, point central des compagnies sinistrées du Pas-de-Calais. Par la suite, on jugea plus rapide et moins onéreux d'utiliser les bâtiments peu endommagés des Mines de Dourges à Henin-Liétard. La Société Electrique des Houillères conclut avec cette Compagnie une convention aux termes de laquelle le matériel de la centrale qu'elle devait installer deviendrait la propriété de la Compagnie des Mines de Dourges le 1^{er} janvier 1924. Ainsi l'utilisation, postérieure à la reconstitution, des machines à installer et des travaux à exécuter, viendrait en déduction des dépenses de reconstitution, en permettant d'éviter la construction de bâtiments nouveaux.

Dès sa constitution, et comme condition résolutoire de la souscription des houillères, la Société Electrique conclut avec les Compagnies intéressées un contrat de fourniture de courant de 80.000.000 de kw.-h. d'abord, de 320.000.000 kw.-h. ensuite, dont le texte avait été élaboré au cours des pourparlers préliminaires à la constitution, sous l'égide de la Commission Technique du Groupement.

En outre, de l'exécution de ce contrat, la Société Electrique des Houillères fut chargée de la construction des lignes provisoires destinées à distribuer aux Compagnies le courant provenant tant d'autres sources que de sa propre centrale, notamment de la centrale des Mines de Béthune.

Les houillères sinistrées du Nord ne participaient pas à la constitution de la Société Electrique des Houillères.

On espérait encore à l'époque de la création de cette Société, qu'elles auraient peu de dévastations à déplorer. Sur leur demande, il avait toutefois été entendu à la Commission Administrative des Houillères du Pas-de-Calais que si, aux besoins d'énergie électrique alors connus, « s'ajoutaient, par la destruction des moyens de production de courant des Mines du Nord, d'autres besoins, elle (la Commission) recommanderait aussitôt une augmentation de puissance de la centrale, avec privilège, pour les Mines du Nord, de souscrire à l'augmentation de capital correspondante, et dans une mesure telle que lesdites mines soient placées sur le même pied que les premiers souscripteurs ».

Pourtant on ne jugea pas utile, par la suite, de modifier la « Société Electrique des Houillères du Pas-de-Calais » pour y faire entrer les mines du Nord. Si les dévastations subies par elles étaient considérables, elles n'étaient pas assimilables à celles que supportaient la plupart des mines du Pas-de-Calais : elles n'avaient pas à faire table rase du passé. Il leur suffisait de s'assurer un important complément de force : il leur fut fourni par la Compagnie Electrique du Nord, la Société de Jeumont et la centrale de Béthune.

Il serait long et sans grand enseignement d'analyser les contrats qui intervinrent pour la fourniture de courant aux mines du Nord. Ce qui doit être noté, c'est que tous ces contrats furent étudiés dans le cadre corporatif à l'intérieur ou avec l'aide de la Commission Administrative et de la Commission Technique du Groupement des Houillères victimes de l'Invasion. La Commission Technique se chargea également des commandes du matériel nécessaire à l'installation des lignes provisoires. A la fin de 1919, la fourniture de la force motrice était assurée.

§ 4. — **Le dénoyage - La Société Civile de Dénoyage.**

C'est par l'inondation que les Allemands avaient pensé rendre à jamais inutilisables les houillères du Nord et du Pas-de-Calais. Et, de fait, le dénoyage des mines posait de tels problèmes, que l'entreprendre était fort audacieux.

Nous avons déjà dit qu'on évaluait à 90 millions de mètres cubes environ le volume de l'eau à extraire des mines. Cette évaluation devait se révéler très voisine de la réalité : on estimait, par ailleurs, à 150.000 m³ la venue d'eau quotidienne et la capacité totale journalière des pompes dont on pensait disposer n'excédait pas 125.000 m³. Il convenait donc tout d'abord d'aveugler les brèches, dont on ne connaissait même pas la position exacte. L'écoulement de l'eau extraite à travers une région aussi plate que la Flandre ne devait non plus s'effectuer sans difficultés : ces difficultés auraient suffi à elles seules à exiger une coordination étroite des travaux d'exhaure des différentes compagnies. Une autre raison, plus impérieuse encore, agissait dans le même sens : les mêmes nappes d'eau s'étendaient sur plusieurs concessions ; les concessions de Lens, Liévin et Meurchin, par exemple, communiquaient entre elles par leurs travaux souterrains et par suite ne formaient qu'un seul bassin. Il pouvait en être de même à un certain degré des mines de Courrières, Dourges et Drocourt.

Cette nécessité absolue d'une coordination des travaux de dénoyage, conduisit l'Etat à les prendre en charge, en vertu de l'art. 16 de la loi du 17 avril 1919, qui lui permettait de se libérer en faisant exécuter, à ses frais, la restauration des immeubles endommagés. Par décision du 11 février 1921, il accepta d'ailleurs d'assimiler les dépenses de dénoyage aux dépenses de déblaiement.

Mais si, en prenant en charge les travaux de dénoyage, l'Etat s'assurait le contrôle de leur exécution et la possibilité d'imposer, si besoin était, une collaboration étroite entre les intéressés, il ne convenait pas qu'il se prive du concours actif des techniciens dont les houillères disposaient : personne ne connaissait mieux que les membres de la Commission Technique du Groupement des Houillères Victimes de l'Invasion, toutes les données du difficile problème, personne n'était plus qualifié pour le résoudre.

L'Administration des Mines le comprit. Pratiquement, se constitua le 15 janvier 1920 la « Société Civile de Dénoyage des Houillères du Pas-de-Calais », composée des compagnies qui avaient eu le plus à souffrir des inondations.

On avait tout d'abord songé à constituer, non pas une société, mais une association. C'était la nature de contrat qui venait, tout naturellement à l'esprit, puisque l'objet de la personne morale à créer n'était pas de faire des bénéfices. Il s'agissait uniquement de faciliter le dénoyage des mines, pris en charge par l'Etat.

Cette idée dut pourtant être abandonnée pour deux raisons. Tout d'abord la capacité juridique des associations est très restreinte et telles hypothèses auraient pu se présenter qui auraient exigé de l'association des actes interdits par sa nature même. Ensuite, et surtout, une association n'aurait eu aucun crédit; l'Etat aurait, sans doute, jugé qu'elle ne lui donnait pas des garanties suffisantes pour qu'il lui confie la responsabilité de travaux aussi délicats — et à certains égards aussi dangereux — que le dénoyage des mines. De plus, ainsi que nous l'avons remarqué à propos du Groupement des Houillères du Nord et

du Pas-de-Calais, si la jurisprudence déclare nulles les sociétés qui ne poursuivent la réalisation et le partage d'aucun bénéfice, elle admet que le bénéfice poursuivi peut être un « gain matériel » différent d'un « gain pécuniaire ». On pouvait, avec la bienveillance que méritait l'entreprise, trouver cette poursuite d'un « gain matériel » dans la création de la Société de Dénoyage par les houillères sinistrées.

On décida donc de constituer une société et on estima que la forme qui s'adaptait le mieux à ce qu'on attendait d'elle était celle de la Société Civile. L'activité de la Société ne devait, en effet, pas être commerciale, elle ne ferait aucune spéculation, puisqu'elle ne fournirait ni le matériel, ni les matériaux, ni même la force motrice nécessaire à l'exécution de sa mission ; par ailleurs, il n'était pas nécessaire que la Société ait un capital fixe, puisque l'Etat devait, en principe, financer les travaux à mesure de leur exécution ; en cela encore la forme civile était la plus adéquate.

Aux termes des statuts, les compagnies contractantes s'engageaient à apporter à la Société, outre leur concours financier, technique et administratif, les sommes nécessaires à la bonne marche de ses opérations. Les appels de fonds devaient être décidés par l'Assemblée Générale, chaque année, au vu des programmes de travaux établis par un Comité de Direction. Ainsi, la Société était assurée de pouvoir remplir son objet, même en cas de carence partielle ou totale de l'Etat.

Pour tenir compte à la fois de l'intérêt de l'ensemble des houillères et de l'intérêt particulier de chacune d'elles, aux assemblées générales, chaque associé avait droit d'abord invariablement à 10 voix ; il disposait, en outre,

d'un nombre de voix variable, suivant l'importance des travaux de dénoyage restant à effectuer dans ses concessions.

Les statuts, cela irait sans dire eu égard à l'objet social, interdisaient aux compagnies contractantes de céder leurs droits dans la Société.

La durée de la Société était fixée à dix années, sauf prorogation ou dissolution anticipée : elle devait remplir son objet bien avant la date de son expiration.

Très peu de temps après sa constitution, le 5 février 1920, la « Société Civile de Dénoyage » passa avec l'Etat un contrat d'entreprise. Création de la Société et discussion du contrat étaient l'œuvre de la Commission Technique du Groupement des Houillères victimes de l'Invasion.

Ce contrat du 5 février 1920 mérite une analyse quelque peu détaillée, car il fait apparaître nettement les principes de la collaboration entre l'Etat, les houillères groupées dans les organes corporatifs et chacune des compagnies individuellement, collaboration grâce à laquelle l'œuvre de reconstruction a pu être menée à bien.

La Société Civile de Dénoyage s'engageait à exécuter pour le compte de l'Etat, les opérations de remise en état d'étanchéité des colonnes de puits et de dénoyage des travaux souterrains des concessions de Meurchin, Carvin, Ostricourt, Dourges, Courrières, Lens, Douvrin, Grenay, Drocourt et Liévin.

L'Etat se réservait seulement l'enlèvement des engins de guerre non éclatés, le concours des services compétents devant réduire dans toute la mesure du possible les risques d'accidents.

Les programmes de travaux établis par la Société devaient être soumis à l'approbation de l'Ingénieur en Chef des Mines. Ils devaient tenir compte, notamment, de « l'intérêt que présentait la remise la plus rapide en état d'exploitation de tout ou partie des travaux des sièges d'extraction des diverses concessions, des moyens d'exécution dont on disposait et des possibilités d'écoulement des eaux à la surface du sol ».

La Société avait la faculté de faire effectuer toute partie des travaux par les Compagnies minières sinistrées, celles-ci agissant dans ce cas comme entrepreneurs sous-traitants.

Une partie du matériel nécessaire, celle qui aurait une utilisation certaine pour l'exploitation des concessions, après l'achèvement des opérations de dénoyage, devait être acquise par les houillères ou leur prix imputé sur le montant de l'indemnité de dommages à elle due. L'Etat paierait aux compagnies des frais de location, tenant compte de l'amortissement et de l'usure de ce matériel pour son utilisation aux travaux de dénoyage par lui pris en charge.

Le surplus du matériel, celui dont les houillères n'ont pas l'utilisation habituelle, devait être mis gratuitement par l'Etat, à la disposition de la Société (1).

Par la suite, la Société Civile de Dénoyage fut chargée,

(1) Le Groupement des Houillères victimes de l'Invasion avait, pendant la durée même des hostilités, commandé pour le compte de ses membres, un important matériel de dénoyage : la rétrocession de ce matériel à l'Etat fut la conséquence de la prise en charge des travaux de dénoyage par l'Etat en vertu de l'article 46 de la loi du 17 avril 1919.

les travaux terminés, de vendre pour le compte de l'Etat le matériel dont elle s'était servi.

Les Compagnies mettaient gratuitement à la disposition de l'Etat, en vue de l'emménagement du matériel lui appartenant et de la construction des installations pour le dénoyage et l'écoulement des eaux à la surface du sol, les emplacements qui seraient nécessaires sur les terrains leur appartenant.

Le coût des travaux effectués par la Société, en exécution des programmes approuvés par l'Ingénieur en Chef des Mines, devait être remboursé par l'Etat sur la production de factures mensuelles, après vérification par l'Ingénieur en Chef des Mines.

Pour tenir compte des délais entre l'exécution des travaux et le remboursement de leur montant par l'Etat, après présentation et vérification des factures, l'Etat mettait à la disposition de la Société et des Compagnies qui seraient éventuellement chargées des travaux, à titre d'avances, les sommes correspondant aux dépenses d'une période de deux mois, évaluées d'après les programmes approuvés par l'Ingénieur en Chef des Mines (1).

Le matériel commandé dès 1917 fut, tout d'abord, dirigé à mesure des livraisons, vers les mines les moins éprouvées et, en particulier, vers les concessions d'Anzin et de Vicoigne. Celles-ci, en effet, bien que ne faisant pas partie de la Société Civile de Dénoyage, avaient à extraire des volumes d'eau relativement faibles et, par suite, pouvaient envisager une reprise rapide de leur extraction. Il était

(1) Les dispositions du contrat relatives aux modalités de règlement ne devaient d'ailleurs pas être exécutées ponctuellement par l'Etat.

donc de l'intérêt national que les compagnies du Pas-de-Calais se dessaisissent provisoirement en leur faveur, de leur matériel d'exhaure.

Pendant le même temps, la Société Civile de Dénoyage procédait, dans les houillères du Pas-de-Calais, à la cimentation des puits pour lesquels cette opération paraissait nécessaire, afin d'aveugler les brèches avant de commencer les travaux de dénoyage proprement dit. Malgré la carence des Allemands, dont le concours avait tout d'abord été prévu, et qui ne fournirent que le matériel nécessaire à deux puits sur vingt-cinq, les travaux de cimentation commencés en mars 1920, étaient à peu près terminés en novembre de la même année. Les résultats de ce travail se révélèrent excellents et, c'est en pleine sécurité que les premières pompes furent mises en service. Deux chiffres donneront une idée de l'importance de cette première phase des travaux de dénoyage : la cimentation ne nécessita pas moins de 35.500 mètres de sondage et consomma 19.500 tonnes de ciment.

Les venues d'eau arrêtées, il fut possible d'entreprendre le dénoyage proprement dit. Ce travail fut mené avec la plus grande activité : le débit total des pompes atteignait, à certaines époques, 10.000 m³ à l'heure. Au cours de l'année 1921, le volume de l'eau extraite s'éleva à 36.000.000 m³. Pour l'écoulement de l'eau extraite vers la mer, il fallut construire des aqueducs spéciaux et élargir les canaux. Plus tard, le débit se ralentit par suite de l'abaissement du niveau de l'eau : lorsqu'on atteignit la profondeur limite de laquelle les pompes pouvaient refouler l'eau jusqu'à la surface, on dut installer à un niveau convenable dans la mine, des réservoirs intermédiaires où les pompes du fond déversaient l'eau qui était rejetée à la surface par d'autres pompes.

A mesure que l'eau descendait dans les puits, étaient entrepris les travaux de réfection des galeries dégagées et l'extraction reprenait : les mines du Nord sortirent leurs premières tonnes de charbon au cours de l'année 1919, les mines du Pas-de-Calais au cours de l'été et de l'automne 1921, bien avant que les travaux de dénoyage fussent terminés.

Le 9 novembre 1923, alors que le dénoyage était déjà très avancé et que restaient surtout à assécher des « cuvettes », l'Etat et la Société Civile de Dénoyage signèrent un avenant au contrat du 5 février 1920, avenant aux termes duquel l'Etat se réservait la faculté de confier l'exécution de certains travaux de dénoyage aux Compagnies minières intéressées, sans l'intermédiaire de la Société Civile de Dénoyage, et à des conditions librement débattues avec ces Compagnies.

La Société Civile de Dénoyage devait, d'ailleurs, se dissoudre le 31 décembre 1923. Elle avait, en moins de quatre ans, assuré le sauvetage des mines les plus gravement endommagées. Chacune des Compagnies intéressées allait compléter dans ses propres puits, l'œuvre commencée par la Société de Dénoyage. Ce travail gigantesque a coûté à l'Etat, au total, 200 millions environ.

CHAPITRE IV

Le Problème Commercial

L'état de dévastation des houillères du Nord et du Pas-de-Calais à la fin de la guerre, imposait de faire appel à la production de mines étrangères pour satisfaire les besoins normalement couverts par le bassin houiller dévasté. La victoire des Alliés permettait d'imposer à l'Allemagne la fourniture des tonnages que cette situation rendait nécessaire à la France.

Mais il ne suffisait pas d'assurer la satisfaction des besoins de l'industrie française en charbon. Il fallait que les livraisons allemandes soient réalisées au profit du Trésor Public — qui prenait en charge la réparation des dommages causés aux personnes privées — dans les meilleures conditions. Il fallait aussi que, durant leur période de reconstitution, les mines sinistrées ne se voient pas évincées de marchés qu'il leur eût été peut-être difficile de reconquérir.

Dès le mois de novembre 1916, les mines envahies, prévoyant les faits tels qu'ils se sont déroulés, envisageaient à ce problème commercial une solution corporative ; ce fut elle qui, en effet, fut admise, au bénéfice commun, nous semble-t-il, des divers intérêts en présence.

§ 1^{er}. — Les livraisons de charbon allemand en exécution du Protocole d'Armistice et du Traité de Versailles.

Par un protocole signé à Luxembourg, le 25 décembre 1918, en exécution de l'article 6, cinquième alinéa, des

conditions de l'Armistice du 11 Novembre, le Gouvernement allemand s'engageait à faire livrer « par les mines et usines de la rive droite du Rhin, les matières premières (charbons, cokes, etc...), qui étaient normalement fournies pendant le troisième trimestre 1918 aux pays de la rive gauche du Rhin (Alsace-Lorraine, Sarre, Luxembourg, Pays Rhénans, etc...) et aux pays occupés sur la rive droite ».

Les livraisons effectuées en vertu de ce protocole se continuèrent jusqu'au 1^{er} septembre 1919, date à laquelle elles se confondirent avec celles imposées à l'Allemagne par le Traité de Versailles.

Celui-ci contenait, en effet, une disposition beaucoup plus générale. L'annexe V à l'article 236 de ce traité, signé le 28 juin 1919, stipulait en son paragraphe 2 :

« L'Allemagne livrera à la France sept millions de tonnes de charbon par an, pendant dix ans. En outre, l'Allemagne livrera chaque année, à la France, une quantité de charbon égale à la différence entre la production annuelle avant la guerre des mines du Nord et du Pas-de-Calais, détruites du fait de la guerre et la production du bassin couvert par ces mines pendant l'année envisagée. Cette dernière fourniture sera effectuée pendant dix ans et ne dépassera pas vingt millions de tonnes par an, pendant les cinq premières années, et huit millions de tonnes par an pendant les cinq années suivantes.

« Il est entendu que toute diligence sera faite pour la remise en état des mines du Nord et du Pas-de-Calais. »

L'Allemagne s'engageait, en outre, (§ 8 de la même

annexe V), à fournir à la France, par an, pendant trois ans :

Benzol	35.000 tonnes
Goudron de houille.....	50.000 —
Sulfate d'ammoniaque ..	30.000 —

Le compte des Réparations dues par l'Allemagne, était crédité du prix des livraisons faites en vertu desdites dispositions. Ce prix était, en règle générale, le prix payé par les ressortissants allemands augmenté du transport ou du frêt jusqu'à la frontière française.

La Commission des Réparations était chargée de statuer sur toutes les difficultés soulevées par l'exécution de l'annexe V à l'article 236.

Il s'en fallut de beaucoup que les dispositions de l'annexe V fussent ponctuellement exécutées. Personne n'a oublié les amputations successives que subirent les droits donnés à la France par le Traité de Versailles. Malgré les accords de Spa (1920) et l'acceptation des Alliés de consentir des avances en espèces pour améliorer les conditions de vie des mineurs allemands ; malgré l'accord de Wiesbaden (1922), conclu entre M. Loucheur et M. Rathenau et le règlement amiable d'un certain nombre de questions, parmi celles qui opposaient le plus souvent les producteurs et les transporteurs allemands d'une part, le Gouvernement et les consommateurs français d'autre part, le total des livraisons allemandes de charbon resta toujours largement inférieur au tonnage prévu par l'annexe V.

Les livraisons dues, en vertu du Traité, du 11 janvier 1920 au 31 décembre 1922, s'élevaient à 59.017.000 tonnes. Les livraisons effectuées à cette dernière date s'élevaient seulement à 36.078.400 tonnes, soit 61 0/0 du tonnage dû. Encore la qualité des livraisons donnait-elle lieu à de constantes réclamations, les houillères allemandes s'ingé-

niant à livrer les catégories de charbon les moins facilement utilisables.

C'est alors que le Gouvernement français, présidé par M. Poincaré, décida, après constatation par la Commission des Réparations, des « manquements » de l'Allemagne, d'occuper le bassin de la Rhür (janvier 1923). Les difficultés que l'armée et les techniciens français eurent à vaincre pour parvenir à une exploitation satisfaisante de cette région, la résistance passive, les grèves, les attentats, feraient le sujet d'un passionnant récit. A l'automne de la même année, la résistance passive était pratiquement vaincue. A partir de mars 1924, les programmes de la Commission des Réparations se trouvèrent intégralement satisfaits, sauf durant la grève qui éclata au mois de mai.

Mais, de septembre en novembre 1924, l'occupation de la Rhür prit fin; l'Allemagne fut rétablie dans sa souveraineté. Les accords de Londres et le plan Dawes qui entra en vigueur le 1^{er} septembre 1924, réorganisaient complètement les modalités de paiement des Réparations, en même temps qu'ils en réduisaient considérablement le montant.

La chute vertigineuse du mark, le défaut d'or et de devises en Allemagne, contraignaient à donner la plus large part dans les annuités futures à verser par l'Allemagne aux prestations en nature et à réduire le plus possible les transferts d'espèces. Parmi les prestations en nature, les fournitures de charbon étaient celles qui permettaient les plus importants transferts d'Allemagne en France, en entraînant le moins de perturbations commerciales. Aussi, tout le monde comprenait-il la nécessité de parvenir à un accord sur les livraisons de charbon : il

fut réalisé par un protocole signé à Paris, le 5 novembre 1924.

A partir de cette époque, les livraisons s'effectuèrent régulièrement et donnèrent satisfaction. Le régime institué en 1924, dura autant que le paiement des Réparations lui-même. Il fut seulement complété quant aux modalités d'application par un accord important conclu à Cologne, le 20 octobre 1926, directement entre le directeur de l'« Office des Houillères Sinistrées », agissant selon les directives du Gouvernement Français, et le « Rheinisch Westfaeliches Kohlen-Syndikat ».

Aux termes de cet accord, le Kohlen-Syndikat recouvrait la liberté générale de vente dans toute la France, sauf provisoirement à Strasbourg. Il acceptait que le règlement de ses ventes libres soit effectué par l'Agent Général des paiements de Réparations à concurrence du tonnage mensuel nécessaire pour parfaire le programme de la Commission des Réparations. Sur chaque tonne de coke, le Kohlen-Syndikat était bonifié de 1 Mk. 50 et de 1 Mk. 15 par tonne de charbon. Ainsi, lorsque la tonne de charbon était effectivement vendue 20 Mk., l'Agent Général des Paiements versait au Kohlen-Syndikat 1 Mk. 15 et au Tré-

20

sor Français ——— Mk.

21,15

Enfin, la Convention de Cologne réservait la participation de la flotte rhénane française, même aux transports de charbons allemands effectués en vertu de contrats libres.

Le Plan Young en transférant à la Banque des Règlements Internationaux les fonctions de l'Agent Général des Paiements et en réduisant considérablement le montant

des prestations en nature, exigeait une révision de la Convention de Cologne. Ce fut l'objet de la Convention d'Essen (31 juillet 1930), complétée par un arrangement financier conclu le 14 novembre 1930, entre M. Lenormand, Directeur de l'Office des Houillères et les directeurs du Kohlen-Syndikat. Mais la convention, si elle changeait d'importantes modalités, intéressant surtout les livraisons aux négociants strasbourgeois, ne portait pas atteinte aux principes qui étaient à la base de la Convention de Cologne.

Malgré tous les incidents que nous avons brièvement relatés, les livraisons de charbon allemand, n'en ont pas moins constitué une partie importante des Réparations effectivement payées. De 1919 au 31 mars 1931, ces livraisons se sont élevées à 103.657.800 tonnes. Ce chiffre reste impressionnant, si inférieur qu'il soit à ceux fixés par l'annexe V à l'article 236 du Traité de Versailles. Mais il n'atteint pas, au moins durant les premières années qui suivirent la guerre, le montant du déficit d'extraction supporté par les houillères dévastées.

§ 2. — L'Office des Houillères Sinistrées du Nord et du Pas-de-Calais.

a) *Constitution*

Nous avons vu que, dès 1916, les houillères envahies avaient mesuré l'avantage qu'il y aurait à confier à un organisme corporatif, le soin de recevoir et de répartir les livraisons de charbon que la victoire, escomptée avec une belle confiance, permettrait d'exiger de l'Allemagne.

Il était parfaitement normal et équitable de confier aux sinistrés eux-mêmes le soin d'importer le charbon que l'annexe V de l'article 236 accordait à la France en com-

pensation du déficit d'exploitation résultant de la dévastation des mines.

Le Bureau National des Charbons, qui aurait seul pu se charger de cette tâche, si l'on s'était refusé à la confier à un organisme privé, aurait été gêné par ses méthodes nécessairement administratives, peu compatibles avec les nécessités commerciales.

Le Gouvernement se rangea à l'opinion émise par le Groupement des Houillères victimes de l'Invasion.

Celles-ci constituèrent alors, entre elles, le 1^{er} octobre 1919, une société qui prit le nom d'« Office des Houillères Sinistrées du Nord et du Pas-de-Calais ». Organisme commercial et non financier, l'Office des Houillères Sinistrées put prendre la forme peu usuelle entre sociétés anonymes, d'une société en nom collectif, ce qui entraînait la responsabilité illimitée de ses membres, donnant à l'Etat toutes les garanties désirables, sans que, pratiquement, cette responsabilité soit trop lourde. Etaient membres de l'Office, les Compagnies houillères ayant subi une dévastation totale ou partielle pendant la guerre. Chacune d'elles participait dans les affaires de la Société, proportionnellement aux dommages subis, ceux-ci étant évalués pour chaque mine, d'après le déficit de sa production au jour de l'armistice, par rapport à sa production d'avant-guerre.

b) *Le Rôle de l'Office*

Le lendemain de sa constitution, le 2 octobre 1919, l'Office passait, avec l'Etat, un contrat aux termes duquel il exercerait au nom de l'Etat, sous son contrôle, et suivant les ordres qu'il recevrait de lui, les options assurées à la France par le Traité de Versailles, relatives aux com-

bustibles à fournir en remplacement de la production des houillères sinistrées et tout ou partie des options relatives aux combustibles à fournir en sus du déficit de cette exploitation.

Le rôle de l'Office se limitait à la réception de charbons, à leur prise en charge aux points de livraison fixés, à leur acheminement, manutention et transport jusqu'en France aux points de destination, à leur facturation et au recouvrement des factures. Le Ministre se réservait de fixer lui-même les prix de vente et de désigner les attributaires. Toutes les opérations de l'Office étaient placées sous le contrôle de l'Etat. Ce contrôle s'exerçait pratiquement par une commission de trois membres désignés par le Ministre de Travaux Publics d'abord, puis par le Ministre des Finances après 1924.

Les sommes recouvrées par l'Office étaient versées au Trésor sous la seule déduction d'une redevance fixe destinée à couvrir ses frais généraux, assurer l'intérêt du capital et rémunérer le concours de l'Office.

La mission de l'Office reçut une définition plus large dans un avenant du 20 mars 1926 au contrat du 2 octobre 1919. Aux termes de cet avenant, l'Office est mandaté à l'effet « d'assurer, pour le compte de l'Etat, suivant les ordres qu'il recevra de lui, et sous son contrôle, telles opérations que l'Etat lui confiera concernant la réception, le port, la vente et le paiement des combustibles et sous-produits livrés par le Gouvernement allemand au Gouvernement français, en vertu du Traité de Paix et des accords subséquents ».

Après la convention de Cologne, le rôle de l'Office fut amputé — sauf quant aux livraisons faites à Strasbourg —

de tout ce qui concernait la réception, la manutention, le transport et la vente des charbons des Réparations. Cette Convention ayant rétabli la liberté de vente des charbons allemands en France, l'intervention de l'Etat et, par suite, de son mandataire, l'Office des Houillères Sinistrées, dans ces opérations doit cesser.

Mais l'Office garde cependant un rôle important de contrôle et de comptabilité. C'est lui qui encaisse de l'Agent Général des Paiements le produit de toutes les ventes du Kohlen-Syndikat ; il retient sur ces sommes, la part revenant au Trésor Public et transfère au Kohlen-Syndikat le montant de la bonification qui lui est accordée par la convention de Cologne. C'est ainsi qu'il sera procédé jusqu'à la fin des livraisons de charbons allemands au titre des Réparations.

Si compréhensive que soit l'énumération des fonctions de l'Office des Houillères Sinistrées, contenue dans l'avenant du 20 mars 1926, elle ne donne pas une idée suffisante de ce que fut son rôle. On pourrait croire, à lire soit le contrat du 2 octobre 1919, soit l'avenant du 20 mars 1926, que l'Office était cantonné dans des fonctions d'exécutant, sans initiative, ni responsabilité. Ce serait se former une idée inexacte.

Les représentants de l'Office des Houillères Sinistrées, ses directeurs successifs M. Aron, puis M. Lenormand, prirent une part active, en qualité d'experts, aux pourparlers qui aboutirent aux accords de Spa et de Wiesbaden. Lorsque certains des Alliés se décidèrent à occuper la Rhür, la « Mission Interalliée de Contrôle des Usines et des Mines », par abréviation « M. I. C. U. M. », trouva auprès de l'Office, un précieux auxiliaire par la qualité des agents qu'il pouvait mettre à sa disposition et dont

un certain nombre était déjà auprès des mines allemandes ; par le nombre et l'importance des renseignements techniques et commerciaux qu'il était en mesure de lui fournir, par la prise en charge de toutes les opérations d'ordre comptable, financier ou commercial, concernant la houille et ses sous-produits. Il n'est certainement pas excessif de dire que l'Office des Houillères Sinistrées a sa grande part dans le succès remporté sur la résistance passive. Enfin, l'occupation de la Rhür terminée et les accords de Londres intervenus, c'est encore le directeur de l'Office, M. Lenormand, qui négocie directement avec les représentants des charbonnages allemands, l'accord de Cologne qui permet l'exécution régulière du plan Dawes, en ce qui concerne les livraisons de charbon.

On a, par cette sèche énumération, un aperçu de ce que fut le véritable rôle de l'« Office des Houillères Sinistrées » du Nord et du Pas-de-Calais.

c) Résultats pour l'Etat Français

La collaboration assurée par l'Office des Houillères Sinistrées, entre ses participants et l'Etat a été, pour celui-ci, d'une utilité manifeste. Il a conservé la direction de l'importation des charbons des Réparations, sans jamais s'embarrasser des soucis de la conduite de l'affaire et sans créer de nouveaux fonctionnaires.

De plus, l'Office a été, pour l'Etat, un paravent : trop d'intérêts s'attachaient aux livraisons des charbons allemands pour que l'Etat ne soit pas assailli de réclamations et de suggestions diverses, et d'ailleurs contradictoires, auxquelles un Etat démocratique sait encore moins qu'un autre résister. Mais il pouvait, heureusement, se retrancher derrière l'Office qui, pourtant, conseillait, exécutait,

mais ne dirigeait pas, et c'était l'Office qui servait de cible aux reproches. « Ces critiques », dit M. d'Armonnel, « ont pris parfois, des formes assez décevantes : démarches des Présidents de Chambres de Commerce, de Strasbourg en particulier, mises en mouvement de parlementaires et de groupements professionnels, études du Comité Consultatif des Charbons et rapports du Comité Supérieur d'Enquête » (1). Que serait-il advenu, si la répartition et la vente des charbons livrés par l'Allemagne, au titre des Réparations, avaient été assurées par un service d'Etat ? Il n'est sans doute pas trop audacieux d'affirmer que les résultats n'auraient pas été aussi heureux.

L'ensemble des prestations en nature reçues par la France jusqu'au 31 mars 1930, a été évalué par la Commission des Réparations à 4.042.000.000 marks-or. Les combustibles, à eux seuls, ont représenté jusqu'à la même date, 55 0/0 du total. Pour sa part, toujours jusqu'au 31 mars 1930, l'Office des Houillères Sinistrées a géré des prestations représentant 1.711.838.315 marks-or, soit environ 43,25 0/0 des Prestations en Nature.

Le produit net des ventes réalisées par l'Office, fait apparaître, pour les combustibles, tous frais déduits (gestion, transports, manutention, ristournes, etc...) un rendement de 103,047 0/0 par rapport aux sommes dont l'Etat allemand était crédité par la France en compte « réparations ».

Le bénéfice réalisé de ce seul chef, par le Trésor Public, a été de près de 250 millions de francs.

(1) D'Armonnel : « L'Office des Houillères Sinistrées du Nord et du Pas-de-Calais et les Charbons des Réparations ». Préface de M. de Peyerimhoff de Fontenelle. — Paris 1933, p. 136.

Il faut, d'ailleurs, pour apprécier ce rendement, rappeler que des prix spéciaux et des abattements ont été consentis par décision des Pouvoirs Publics, à diverses catégories de consommateurs. Bien évidemment, ces prix spéciaux étaient, pour l'Etat, un moyen, soit de réduire ses propres dépenses (fournitures aux services publics et aux chemins de fer), soit de procurer à un prix modéré un aliment indispensable à une branche importante de l'industrie française (attribution de coke à la métallurgie, à la navigation rhénane), soit enfin de témoigner une sollicitude particulière aux intérêts des provinces de l'Est, récemment rattachées.

Le rendement des sous-produits de la houille réceptionnés et vendus par les soins de l'Office des Houillères Sinistrées, est resté sensiblement inférieur à celui des charbons, puisqu'il s'établit à 91 0/0 environ des sommes dont l'Allemagne a été créditée. Cette différence tient aux droits de douane dont étaient frappés les sous-produits en provenance d'Allemagne, de sorte que le Trésor Public compensait par ces droits la perte qu'il subissait sur le prix de vente de ces marchandises livrées au titre des Prestations en Nature.

Au total, le Trésor Public a encaissé, par l'intermédiaire de l'Office des Houillères Sinistrées, plus de 8 milliards et demi de francs : c'est un résultat qui est de nature à désarmer les critiques.

d) *Relations avec les producteurs
et les consommateurs français*

Depuis la loi du 22 avril 1916, le commerce du charbon était, en France, étroitement réglementé : il convenait d'utiliser, tout d'abord, le charbon dont le pays disposait en quantités insuffisantes, aux nécessités de la défense

nationale. Un système, assez compliqué, avait été instauré, comportant une classification des besoins, dans l'ordre où ils devaient être satisfaits et la « péréquation » entre les prix de revient du charbon français et le prix des charbons d'importation, c'est-à-dire le règlement aux acheteurs ou par les acheteurs de la différence entre leurs prix d'achat et le prix moyen des achats pendant la période envisagée.

Cette réglementation ne prit pas fin sitôt l'Armistice ; avec de légères modifications, de forme plus que de fond, elle fut prorogée jusqu'au 1^{er} mars 1921.

Jusqu'alors, l'Office des Houillères Sinistrées n'eut pas d'action sur les prix : il se bornait à répartir le charbon et à le facturer d'après les indications fournies par le Bureau National du Charbon dépendant du Ministère des Travaux Publics.

Mais, à partir du 1^{er} mars 1921, date du retour à la liberté du commerce des charbons, il devint nécessaire d'étudier avec beaucoup de soin les prix de vente et la répartition du charbon des Réparations, du triple point de vue de l'intérêt du Trésor, de l'intérêt des consommateurs, et de l'intérêt des producteurs français. L'Office se chargea de cette étude : il soumettrait aux Pouvoirs Publics des propositions concernant les prix de vente et les répartitions. Ces propositions furent, d'ailleurs, toujours approuvées.

Quant aux prix, la tâche était particulièrement délicate. Mars 1931, c'est l'époque où, succédant à une hausse effrénée, motivée surtout par la politique anglaise de restriction des exportations et de taxation des prix minima (1),

(1) Voir R. Fabre. Le conflit minier britannique de 1926. Imprimerie Théolier, Saint-Etienne, 1928.

les cours du charbon s'effondrent brutalement sous l'effet d'une courte mais dure crise économique. Pourtant, les mines sinistrées ne sont pas encore restaurées ; les livraisons allemandes n'ont pas encore atteint le niveau prévu par le Traité. Il faut craindre une hausse nouvelle. A ce moment, comme toujours par la suite, pour le plus grand bien des industries consommatrices et des houillères productrices, la politique des prix pratiquée par l'Office des Houillères Sinistrées, tend à amortir les chocs brusques, sans gêner le mouvement nécessaire des cours.

Quant aux répartitions, l'Office s'attacha tout particulièrement à servir en charbons allemands les régions de France qui, même en temps normal, font le moins appel aux charbons français. C'est ainsi qu'en dehors des chemins de fer et de divers services publics (gaz de Paris, notamment), les principaux clients de l'Office furent les importateurs du littoral, normalement approvisionnés à peu près intégralement en charbons étrangers, anglais surtout. Pour des raisons d'un tout autre ordre — il s'agissait d'assurer la prospérité du port autonome de Strasbourg et de la flotte rhénane française et, par là même, d'aider à l'assimilation des provinces recouvrées — les négociants strasbourgeois furent aussi de gros clients de l'Office, puisqu'il leur était assuré un contingent de 150.000 tonnes, réduit par la suite à 100.000 tonnes par mois. Ce contingent était plus que suffisant pour assurer la satisfaction des besoins de l'industrie alsacienne, et des ventes importantes étaient même consenties par les négociants strasbourgeois fort loin à l'intérieur du territoire : c'est pourtant de ce côté que l'Office souleva les plus âpres critiques.

L'Office, durant toute son activité, se maintint en relation, pour les questions concernant la répartition, avec les

producteurs français. Cela était d'autant plus facile et normal que les associés qui le composaient étaient eux-mêmes des producteurs. Au surplus, ceux-ci ne pouvaient qu'approuver la politique de l'Office tendant à diriger de préférence le charbon des Réparations vers les régions difficilement accessibles au charbon français.

Mais la remise en état des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, fut, nous l'avons déjà constaté, plus rapide qu'on n'avait osé l'espérer. Dès que la production nationale eut reconquis son niveau d'avant-guerre, et l'eut même dépassé (1925), la répartition du charbon des Réparations posa des problèmes très délicats. Les livraisons allemandes étaient pourtant plus que jamais nécessaires au Trésor, si elles ne l'étaient plus à l'approvisionnement de la France en charbon, puisque les prestations en nature devaient, eu égard à la rareté des devises en Allemagne, constituer la plus grande partie des paiements de Réparation, et que, dans les prestations en nature, le charbon intervenait pour environ la moitié.

Les Compagnies houillères groupées dans l'Office des Houillères Sinistrées surent faire passer l'intérêt national avant leur intérêt particulier : elles le montrèrent particulièrement lors de la Convention de Cologne, puis lors de la Convention d'Essen, en acceptant que soient continuées les livraisons de charbon au port de Strasbourg, au titre des prestations en nature, malgré le préjudice qui pouvait en résulter pour elles, car déjà au 31 mars 1928, les stocks sur le carreau des mines atteignaient 3.222.000 tonnes.

Ces stocks devaient s'élever terriblement à partir de 1930, et surtout en 1931, nécessitant le contingentement des importations : à peine réparées les dévastations de la guerre, d'autres difficultés naissaient, moins tragiques, certes, et pourtant bien angoissantes.

CHAPITRE V

Conclusion quant à l'utilité de l'organisation corporative

La France s'était engagée, à Versailles, à faire toute diligence pour la remise en état des mines sinistrées (Traité de Versailles — Partie VIII, Annexe V). Elle a tenu cet engagement aussi complètement et plus vite que les plus optimistes pouvaient l'espérer.

Dès novembre 1921, M. Mosca, délégué italien à la Commission des Réparations, chargé par cette dernière, d'une enquête sur place, écrivait :

« Il résulte des constatations faites et des résultats déjà obtenus dans l'œuvre de reconstruction des mines dévastées, que les difficultés d'ordre technique, qui s'opposaient à leur relèvement, peuvent être désormais considérées comme résolues. »

« Il reste à accomplir un travail considérable, qui demande naturellement beaucoup de temps et l'engagement de capitaux énormes, mais il est possible, au Bureau des Charbons, d'affirmer que, jusqu'à présent « toute diligence a été faite pour la remise en état des mines du Nord et du Pas-de-Calais », ainsi qu'il avait été entendu au paragraphe 2 de l'annexe 5 à la partie VIII du Traité de Versailles. Devant les efforts héroïques accomplis par tous les intéressés à cette œuvre grandiose et au sens de la responsabilité envers le pays, qu'ils ont prouvé au plus haut degré, le Bureau des Charbons n'a pas de doute que

la même diligence sera employée jusqu'à l'accomplissement complet de la reconstitution des mines dévastées. »

En août 1923, l'extraction dans les mines du Nord atteignait 87 0/0 de la moyenne mensuelle d'avant-guerre ; dans les mines du Pas-de-Calais 56,6 0/0.

En 1925, le niveau de production d'avant-guerre était à nouveau atteint (1).

La politique commerciale de l'Office des Houillères Sinistrées permettait aux houillères de retrouver leurs débouchés à mesure de l'accroissement de leur production.

En six ans, le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais avait repris sa place dans l'économie française : on peut admirer la rapidité de cette véritable résurrection que d'aucuns, parmi les plus qualifiés, jugeaient définitive.

(1) Situation comparée du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais en 1914 et en 1928, selon M. E. Michel, op. cit. p. 448 :

DÉSIGNATION	Bassin du Nord		Bassin du Pas-de-Calais	
	<i>En 1914</i>	<i>En 1928</i>	<i>En 1914</i>	<i>En 1928</i>
Nombre de puits	107	111	164	184
Longueur des galeries....	1.350	1.271	2.049	2.517
Longueur des voies ferrées	144	206	1.089	1.115
Nombre de machines d'extraction	79	72	141	166
Capacité de production mensuelle (tonnes)	560.000	706.000	1.700.000	2.000.000

vement impossible eu égard aux difficultés que les Allemands avaient savamment accumulées.

*
**

Ce succès, on le doit tout d'abord à tous les Français dont le travail a permis de faire face aux charges que la loi de 1919 imposait au Trésor Public, à tous les contribuables, à tous les rentiers dont le capital et les revenus ont été réduits des quatre cinquièmes par la loi de dévaluation lorsque le franc eût cédé sous le poids des charges résultant de la guerre.

On le doit aussi au dévouement et à l'intelligence de tous ceux, fonctionnaires, administrateurs, ingénieurs, ouvriers et mineurs, qui eurent à collaborer à des titres divers, aux travaux de reconstitution des mines. La rapidité de la reconstitution ne s'expliquerait pas, en particulier, sans l'ingéniosité, l'audace, la science des techniciens.

Mais nous croyons que ni la généreuse loi de solidarité de 1919, ni la valeur propre des individus ne suffisent à rendre compte du succès de l'entreprise.

Il y fallait une organisation particulièrement judicieuse, une souple application de principes justes à la solution des nombreux problèmes posés. Il fallait surtout que chacun fût à sa place, qu'à chacun fût confiée la mission qu'il était le plus apte à remplir heureusement. A cet égard, il est particulièrement intéressant d'étudier le rôle dévolu à l'organisation professionnelle des houillères dans leur reconstitution.

On est frappé, lorsqu'on étudie avec quelque détail, les modalités de cette reconstitution, ainsi que nous l'avons

fait dans les chapitres précédents, du rôle primordial de la profession organisée. Entre l'Etat et les personnes privées, elle est un corps intermédiaire auquel on peut confier mieux qu'à tout autre, les fonctions qui, ni le premier, ni les secondes, n'auraient pu exercer sans inconvénients sérieux.

Nous voudrions, dans le présent chapitre, montrer les caractéristiques de ce rôle et la nature des services rendus, spécialement par l'Etat, par l'organisation professionnelle. Nous voudrions, ensuite, dégager des faits que nous avons étudiés, l'enseignement qu'ils nous paraissent comporter quant à l'utilité de l'organisation professionnelle. Cet enseignement aura d'autant plus de valeur que l'ensemble de l'entreprise présentait des aspects fort divers et qu'ainsi l'exemple considéré n'est pas un, mais multiple, en ce sens que le rôle de la profession organisée y prend un caractère différent, suivant les divers buts partiels à la réalisation desquels elle eut à participer.

*
**

Tout d'abord, les compagnies sinistrées se réunissent sous l'égide du Comité Central des Houillères de France, dans le « Groupement des Houillères envahies », qui deviendra, après l'armistice, le « *Groupement des Houillères victimes de l'Invasion* ». C'est de ce groupement, dont nous devons en premier lieu définir le rôle, car il est chronologiquement le premier organisme professionnel des houillères qui se soit occupé de la reconstitution, puisqu'il fut créé en 1917.

Le Groupement des Houillères victimes de l'Invasion fut pour les pouvoirs et les administrations publiques, avant tout, un informateur et un conseil. Réunissant les plus

compétents parmi les représentants de l'industrie houillère du Nord et du Pas-de-Calais, il pouvait être consulté utilement, et il le fut en effet souvent, sur la situation, les possibilités, les besoins de leur industrie. Nous avons noté, au cours de toute notre étude, ses interventions et ses suggestions si souvent admises. C'est sur sa proposition que furent adoptées par l'Etat beaucoup des solutions que nous avons successivement énoncées. C'est sous son impulsion que furent constituées, entre ses propres membres, les sociétés chargées de mettre en pratique les solutions adoptées.

En outre, le Groupement des Houillères victimes de l'Invasion sut faire régner entre ses adhérents, sur les questions fort nombreuses qu'il eut à examiner, une unité de vues difficile à obtenir. En contact avec les pouvoirs publics, par les commissions qu'il nommait, il se faisait, auprès de ses membres, l'avocat des nécessités de l'intérêt général, comme il était auprès de l'Etat le défenseur des intérêts particuliers dont il était né. Rappelons seulement à ce sujet les difficiles négociations de l'année 1920, relatives au financement des travaux de la reconstitution.

Ainsi apparaît, en résumé, le rôle assumé par le Groupement des Houillères victimes de l'Invasion. Organe de coordination vis-à-vis de ses membres, c'est à l'égard de l'Etat un conseil particulièrement éclairé. C'est aussi un intermédiaire qui permet aux pouvoirs publics d'entendre les vœux de toute la profession et de les satisfaire dans la mesure où il ne leur apparaissent pas incompatibles avec l'intérêt général dont ils doivent être les représentants.

Toute différente est la nature du rôle du *Groupement des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais* (1).

(1) V. Supra Chapitre II.

Les articles 150 à 159 de la loi du 31 juillet 1920 accordaient certains avantages aux sinistrés qui accepteraient le paiement par annuités des indemnités dont ils étaient créanciers, mais elle ne leur imposait, en aucune façon, ce mode de paiement de leur créance. Si, pourtant, trop peu de sinistrés et représentants des créances trop peu importantes, avaient accepté de se placer sous le régime de la loi du 31 juillet 1920, il en serait résulté les plus graves désordres : ou bien le Trésor Public aurait vu s'accroître ses difficultés de façon très rapide, ou bien on aurait dû imposer aux sinistrés un paiement de leur créance en un temps très long, et la reconstruction des régions dévastées aurait été gravement compromise.

C'est donc dans l'intérêt général que les houillères, bien qu'il dût en résulter pour elles une perte non négligeable, acceptèrent les dispositions de la loi de 1920 et créèrent pour son application le Groupement des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais. L'intérêt que cette création présentait pour l'Etat était double : en outre de l'allègement qu'apportait à la Trésorerie un report d'exigibilité des sommes considérables dues aux houillères, leur adhésion au régime de la loi de 1920 avait la valeur d'un exemple qui serait suivi par de nombreux sinistrés. De plus, il importait que les premières émissions d'emprunts gagés par des annuités de dommages de guerre fussent assurées par des entreprises jouissant d'un large crédit personnel : c'était la condition du succès des émissions et, si les premières avaient échoué, la loi de 1920 serait vraisemblablement restée sans application.

En dernière analyse, le service rendu à l'Etat par le Groupement des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais -- comme par les organismes de même ordre qui ont heureusement fonctionné -- consiste donc en une utilisation

du crédit des entreprises de la profession, dans le but de permettre à l'Etat de tenir les engagements par lui pris. Nous disons « du crédit de la profession », car si la caution donnée par les houillères, lors des émissions collectives, n'est pas solidaire, la caution donnée par chacune d'elles, à concurrence de sa part dans l'emprunt s'applique, du moins, à chaque obligation, proportionnellement au montant global de l'emprunt, de sorte que chaque obligataire a la garantie partielle de chaque compagnie.

Plus encore que le Groupement des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, c'est pour le service de l'Etat que fut créé l'*Office des Houillères Sinistrées* (1).

C'était l'Etat qui avait stipulé à son profit les livraisons de charbon allemand ; c'était lui qui créditait le compte des Réparations de la valeur de ces livraisons et qui encaissait leur prix de vente. Sans doute, l'Office des Houillères Sinistrées rendait à ses membres un service considérable : garder leurs débouchés. Mais il agissait cependant comme mandataire de l'Etat. Sa fonction était celle d'un service de l'Etat, non pas une fonction qui incombe normalement à celui-ci, qui tient à sa nature, et dont, par conséquent, il n'aurait pu se décharger sur une personne privée, mais une fonction exceptionnelle, provisoire, non essentielle. Dès lors, l'Etat ne pouvait trouver qu'avantages à confier la réception et la vente des charbons allemands à un organisme privé, à la condition que cet organisme lui donne toutes les garanties de solvabilité et de compétence que l'importance des intérêts en cause exigeait, et que, seul, le groupement des profession-

(1) V. Supra Chapitre IV.

nels dont il devait prendre momentanément la place, lui assurait.

L'un des services rendus par l'Office des Houillères Sinistrées à l'Etat est celui-là : il lui permettait de se décharger d'une fonction qui, n'étant ni de son essence, ni même de sa nature, ne pouvait que lui être un embarras.

Il faut ajouter que l'Office des Houillères Sinistrées fut aussi un conseil des pouvoirs publics ; ses directeurs furent désignés comme experts par le Gouvernement français, pour prendre part à plusieurs des conférences internationales relatives aux réparations : sans se substituer à l'autorité de l'Etat, seul juge en dernier ressort, la Profession pouvait ainsi participer à des pourparlers qui intéressaient ses intérêts particuliers, en même temps que l'intérêt général du pays.

Organisme technique, c'est aussi pour le compte de l'Etat que travaille la *Société Civile de Dénoyage* (1). Les travaux de dénoyage étant assimilés aux travaux de déblaiement, ils étaient à la charge directe de l'Etat. Mais il était bien évident que ses propres services ne pouvaient exécuter eux-mêmes ces travaux de façon satisfaisante. L'auraient-ils voulu, que la lourdeur et la lenteur des méthodes administratives auraient très certainement rendu les travaux plus longs et plus onéreux. Il aurait, en tous cas fallu créer, pour une mission provisoire, des services très importants, de ces services provisoires dont l'expérience montre qu'ils tendent souvent à devenir permanents et qui sont, sans doute, une des causes de la pléthore de l'Administration.

Nous pourrions dire de la Société Civile de Dénoyage

(1) V. *supra*, chap. III, § 4.

ce que nous avons dit de l'Office des Houillères Sinistrées : son rôle a été de soulager l'Etat de l'accomplissement d'une mission qu'il n'était pas qualifié pour remplir. Et ce service, ici encore, ne pouvait être rendu que par un organisme professionnel : les houillères elles-mêmes disposaient seules du personnel technique et des renseignements et documents qui permettraient de mener à bien une tâche aussi difficile que le dénoyage ; elles seules avaient un intérêt suffisant au succès final de l'entreprise, pour y travailler sans souci de réaliser des bénéfices ; enfin, eu égard aux communications entre des galeries de mines appartenant à des compagnies différentes, eu égard aussi à l'importance des capitaux que chaque installation exigeait, il n'était pas possible de confier à chaque compagnie sinistrée le dénoyage de ses propres mines.

Nous avons vu dans les pages précédentes, les organisations professionnelles des houillères se mettre au service de l'Etat ou jouer auprès de lui un rôle consultatif. Le *Service de la main-d'œuvre du Comité Central des Houillères de France* (1) n'était pas au service de l'Etat, mais au service des houillères adhérentes. C'était à elles seules qu'il appartenait de recruter le personnel nécessaire à leur exploitation. L'Etat serait sorti de sa fonction, aurait outrepassé ses droits en procédant lui-même au recrutement de cette main-d'œuvre indispensable : responsable de son exploitation, l'industriel doit pouvoir choisir par lui-même ou par ses mandataires, ceux qu'il entend associer à son entreprise.

Mais, de cela il ne résulte pas que l'Etat puisse se désin-

(1) V. *supra*, chap. III, § 2.

téresser des modalités de recrutement utilisées par les employeurs. S'il ne doit pas se substituer à ces derniers, il doit, du moins, les contrôler ; ce n'est que l'exercice du droit et du devoir de police qui lui sont essentiels. Les pouvoirs publics pouvaient d'autant moins ne pas se préoccuper du recrutement de la main-d'œuvre minière, qu'il était indispensable de faire appel à des travailleurs étrangers. Il était dès lors nécessaire que l'Etat français appuie ses nationaux auprès des Gouvernements étrangers intéressés. Mais surtout, l'Etat devait envisager les conséquences morales, sociales, politiques, sanitaires aussi, de l'immigration massive rendue nécessaire et par les besoins de la reconstitution et par la terrible hémorragie de la guerre. Prévoir ces conséquences ; empêcher, par une réglementation appropriée, que l'importation de main-d'œuvre étrangère constitue pour les ouvriers français une concurrence excessive, une cause de démoralisation ou un danger sanitaire ; poser les principes d'une politique d'assimilation partielle et discriminante ; tout cela, qui suppose un programme à longue échéance, inspiré du seul intérêt général, était du domaine propre de la puissance publique.

Que les Gouvernements qui se sont succédés depuis la fin de la guerre, à la tête de la politique française, n'aient pas montré, dans les diverses mesures qu'ils ont prises relativement à l'immigration des travailleurs étrangers, une doctrine bien établie, c'est un fait que nous pouvons constater au passage et regretter, car il est déjà et sera probablement, dans le proche avenir, une cause de troubles sociaux et politiques.

Mais, pour fragmentaire et insuffisante qu'elle soit, la réglementation de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère exige un contrôle permanent. Ce contrôle s'exerce plus

facilement si le recrutement à l'étranger est assuré par un organisme professionnel pour le compte de ses membres, que si chacun d'eux y procède individuellement. Il n'est pas besoin d'insister sur ce point : il est plus facile de surveiller, et au besoin de fermer, une grande porte, que plusieurs petites. Le Ministère de la Reconstitution Industrielle et le service de la main-d'œuvre étrangère au Ministère du Travail, l'avaient bien compris, qui, dès la création d'un service de la main-d'œuvre au Comité des Houillères, donnèrent leur appui à ce dernier, lui accordèrent à diverses reprises la collaboration de leurs fonctionnaires et déléguèrent des agents chargés de procéder, en accord avec les représentants du Comité des Houillères, à la réception des immigrants.

Ainsi, l'organisation professionnelle, même lorsqu'elle agit pour le compte et dans l'intérêt exclusif de ses membres, n'est pas sans intérêt pour l'Etat : elle peut faciliter, et dans le cas présent elle a effectivement facilité, l'accomplissement de la mission de contrôle des pouvoirs publics.

*
**

Résumons-nous. Le rôle des organismes créés entre elles par les houillères sinistrées groupées au sein du Comité Central des Houillères de France, a été considérable.

Les services qu'ils ont rendus aux houillères sont évidents et de tous ordres. Nous les avons notés à mesure, au cours de notre étude. Aussi bien, c'est dans leur intérêt que les houillères s'étaient groupées et les services mêmes rendus à l'Etat leur étaient profitables. Ne s'agissait-il pas de l'aider à remplir l'obligation qu'il avait con-

tractée, de réparer les dommages de guerre ? Leur intérêt n'était-il pas que cette obligation soit exécutée le plus vite et le mieux possible ?

Mais, créés dans un but d'intérêt privé, les organismes professionnels des houillères ont rendu à l'Etat des services d'ordre général que nous avons tenté de dégager et qui sont de trois ordres :

1° Le renseigner, le conseiller, mettre à sa disposition les connaissances et les idées de professionnels avertis et expérimentés ;

2° Le décharger de fonctions assumées par suite de circonstances exceptionnelles, mais qui ne sont pas de sa nature et qu'il n'est pas apte à remplir heureusement.

3° Faciliter l'accomplissement de sa mission de contrôle, de « police économique ».

*
**

Nous pensons que cette énumération donne un tableau assez exact des avantages que l'autorité politique peut attendre de l'organisation des professions. Et c'est pourquoi le rôle de l'organisation professionnelle dans la reconstitution des houillères sinistrées, nous paraît pouvoir être cité en exemple.

Sans doute, ce serait solliciter les faits, que de voir la réalisation d'un plan préconçu dans cette utilisation de la corporation, à la reconstitution des houillères sinistrées. Ce n'est pas en vertu d'une décision de principe, que les houillères ont constitué successivement entre elles les sociétés dont nous avons étudié le rôle ; ce n'est pas davantage par principe, que les pouvoirs publics se sont

aidés de ces sociétés pour parvenir à l'accomplissement des missions qu'ils tenaient de la loi de 1919. Mais, en présence des difficultés énormes soulevées par la restauration des régions dévastées en général et des houillères du Nord et du Pas-de-Calais en particulier, il s'est trouvé dans les conseils du Gouvernement — nous pensons particulièrement à M. Loucheur, qui fut longtemps ministre de la Reconstitution Industrielle et apporta à sa tâche une ardeur exemplaire — de même que parmi les dirigeants des compagnies houillères, des hommes également réalistes. Les solutions qu'ils adoptèrent d'un commun accord, pour servir, les uns l'intérêt national, les autres les intérêts particuliers qui leur étaient confiés, ont reçu la consécration du succès. Or, les plus importants des problèmes posés ont été résolus en faisant appel à l'organisation corporative. Il nous semble que, de cet exemple — ou mieux, de cette série d'exemples — se dégage un enseignement d'ordre général, et que cet enseignement est en faveur des groupements corporatifs.

A un époque où l'utilité de la corporation est ardemment discutée, il n'est pas sans intérêt d'apporter une contribution à l'étude de ses avantages et de ses limites. Ce n'est, certes, qu'une contribution : le problème se pose sur un plan plus vaste que celui où notre sujet nous a retenus.

Surtout, les circonstances étaient tout à fait particulières : immédiatement après la guerre, les sentiments de civisme étaient à un niveau élevé qu'il serait sans doute imprudent de croire habituel. Le souvenir du sacrifice total demandé à tant de Français était encore trop proche pour que tous les bons citoyens n'aient pas le sentiment très vif de la priorité de l'intérêt général.

Enfin, tout groupement suppose la mise en commun de quelque bien matériel ou moral, qu'on se donne pour but de sauvegarder ou d'accroître. Dans notre exemple, l'apport principal était fait par l'Etat : qu'il s'agisse des travaux de reconstruction proprement dits, financés par l'Etat, ou de la répartition des charbons allemands, dûs à l'Etat, c'était ce dernier qui apportait l'instrument essentiel du travail, la matière première, si l'on peut ainsi dire ; il est certain que ce fait devait faciliter le groupement et la collaboration des intéressés.

Mais, ces constatations faites, il reste qu'à la faveur peut-être de circonstances exceptionnelles, on a pu coordonner les efforts de toute une profession, pour atteindre rapidement et dans les meilleures conditions, un but d'intérêt national aussi bien que d'intérêt privé.

Les partisans de la corporation ont coutume d'insister beaucoup plus sur son intérêt social que sur son intérêt économique et politique. Les avantages économiques et politiques de la corporation ne semblent pourtant pas négligeables, si l'on s'en rapporte à l'exemple étudié. On dira, il est vrai, que la corporation suppose la réunion dans un même « corps », des groupements professionnels de patrons et d'ouvriers, et qu'à l'égard des avantages économiques et politiques qu'on peut en attendre, il importe peu qu'il existe une corporation ou seulement un groupement patronal. Cela n'est vrai que pour partie, car si l'on admet — et les adversaires les plus déterminés de la corporation l'admettent — que l'Etat peut tirer avantage de l'existence de groupements corporatifs, il faut admettre que cet avantage serait accru du fait de la réunion des employeurs et des employés. On trouvera, par exemple, nombre d'hypothèses, telles que le rôle consultatif de la corporation exige la confrontation préalable

des avis patronaux et ouvriers. Ce qui est en faveur des groupements corporatifs, l'est plus encore de la corporation elle-même.

Nous tirons de notre exemple, un argument en faveur de l'organisation corporative. Mais il est nécessaire de définir ce qu'on entend par cette expression. Car la « corporation » a donné lieu, depuis quelques années, à une littérature abondante, pour la louer ou pour la détracter. A l'image des corporations françaises de l'ancien régime, se sont superposées celles des corporations récemment restaurées par plusieurs gouvernements étrangers. La forme des organisations corporatives créées par les Gouvernements ou imaginées par les doctrinaires, s'est pliée aux conceptions politiques des uns et des autres. L'organisation corporative est devenue pour beaucoup un aspect de l'organisation politique « et les applications qui ont été faites jusqu'ici, du principe corporatif, épousent la variété des conditions psychologiques, économiques, politiques des divers pays » (1).

Pour certains, peut-être nombreux, le corporatisme n'est qu'un sentiment qui exprime la nostalgie d'un état de choses révolu. Se référant au souvenir des corporations de l'ancien régime, dont ils embellissent encore l'image, ils regrettent la paix sociale d'une époque où, entre maîtres et compagnons, la communauté de vie, la similitude des besoins et presque des moyens, créaient des sentiments d'affection réciproque, assuraient le respect de l'ouvrier pour le patron, l'assistance du patron à l'ouvrier. Ceux-là ne s'attachent, avec sans doute quelque utopie, qu'à cet aspect de la corporation. Ils se range-

(1) Gaëtan Pirou « Nouveaux aspects du corporatisme ». Sirey 1935 p. 22.

raient plus exactement que dans les partisans de la corporation, parmi les adeptes de ce « paternalisme » de Frédéric Le Play, qui ne souhaitait pas le rétablissement des corporations d'arts et métiers abolies par la Révolution (1).

Pour d'autres (2), le corporatisme est à la base de l'Etat. Il tend à diviser la nation toute entière en corporations, non seulement économiques, mais sociales et culturelles, telles que : l'église, l'armée, la magistrature, la corporation de l'éducation nationale, de la santé publique, des sciences et des arts.

On conçoit qu'ainsi comprises, les corporations fournissent, pour les auteurs de cette doctrine, la seule base légitime du pouvoir politique et législatif. « Dans cette conception, les corporations ne sont pas subordonnées à un pouvoir politique suprême, ayant une origine différente et extérieure à elles-mêmes, mais elles constituent seules la base du pouvoir de l'Etat ». Le Parlement, à qui appartient le pouvoir législatif, n'est que le groupement des corporations. Mais, selon les auteurs mêmes de cette doctrine, il est nécessaire que subsiste au-dessus de l'autorité du Parlement, l'autorité d'un Chef d'Etat disposant du pouvoir d'opposer son veto à toutes les lois votées par le Parlement. Bien entendu, ce chef d'Etat est indépendant des corporations, puisque « sa fonction est une fonction d'arbitrage ». Elle consiste essentiellement à régler les conflits qui peuvent s'élever entre le Parlement dans sa majorité et les corporations directement intéressées par les mesures votées.

(1) Frédéric Le Play « La Réforme Sociale en France », 7^e Edit. Tome II, Livre V.

(2) V. Mihaïl Manoïlesco, ancien Ministre de Roumanie, « Le Siècle du Corporatisme », Librairie Félix Alcan.

Compte tenu de cette dernière restriction, qui nous paraît, d'ailleurs, atteindre le principe même de la doctrine du corporatisme intégral, cette conception se rapproche beaucoup de celle dont l'application est actuellement tentée par plusieurs gouvernements, notamment par le Gouvernement italien (1). Telle qu'on peut concevoir l'organisation italienne des corporations, à la lumière notamment des ouvrages de Guiseppe Bottai, ancien ministre des Corporations (2) et des déclarations faites à diverses reprises par M. Mussolini, il semble que le fascisme ait voulu faire de la corporation la base, non seulement de l'organisation sociale et économique du pays, mais encore de son organisation politique. C'est ainsi que les corporations ont, dès à présent, dans le régime corporatif, lentement et prudemment élaboré, sous la direction de M. Bottai, puis de M. Mussolini personnellement, un droit de juridiction sur les individus et les syndicats qui en sont membres obligatoirement. Elles ont aussi un pouvoir de réglementation (3). Et il faut prévoir la constitution d'un Parlement purement corporatif qui se substituera au Parlement politique, dont la fonction, sous le

(1) Nous choisissons l'expérience italienne parce qu'elle est, en même temps que la plus caractéristique, la plus ancienne. Mais l'Italie n'est pas le seul pays qui tente actuellement une organisation corporative. Sous des formes et à des degrés divers, l'Allemagne, le Portugal, l'Autriche, la Bulgarie se sont engagés dans la voie de la corporation. Il n'est pas jusqu'à l'expérience Roosevelt, aux Etats-Unis, qu'on ne puisse rattacher au corporatisme.

On trouvera aux « Informations Sociales » publiées par le Bureau International du Travail à Genève, des renseignements forts complets sur ces diverses expériences.

(2) V. également : Georges Bourguin « L'Etat corporatif en Italie ». Editions Montaigne 1935, et A. M. Weiningher : « L'organisation syndicale et corporative italienne ». Thèse Paris 1934.

(3) Weiningher, op. cit. p. 121 et suiv.

régime dictatorial qui est celui de l'Italie contemporaine, est d'ailleurs si restreinte.

Mais il faut noter que la corporation telle qu'elle existe en Italie, n'est pas seulement un groupement de professionnels. Le Conseil qui dirige chaque corporation (elles sont au nombre de vingt-deux, dont chacune englobe toutes les professions concourant à l'élaboration, à la transformation et à la vente d'un même genre de produits) comprend, non seulement en nombre égal des chefs d'entreprise et des employés et ouvriers, mais encore des techniciens, des artisans et trois délégués du parti fasciste. Ces derniers ont pour mission de représenter au-dessus des conflits d'intérêts privés, les intérêts de la collectivité nationale. Cette adjonction de représentants de l'intérêt national aux professionnels, à l'intérieur des organes directeurs de la corporation, doit réaliser, surtout dans un régime dictatorial, une main-mise de l'Etat sur l'économie. Cela est d'ailleurs bien conforme à la conception de l'Etat totalitaire.

Ainsi, pratiquement, la conception d'un régime politique corporatif qui, en théorie, tend à baser sur les corporations l'autorité de l'Etat, aboutit à subordonner étroitement leur activité.

Peut-être est-ce cet exemple qui détourne tant de Français, attachés, à juste titre, à l'indépendance de leur activité professionnelle, de l'idée corporative. Pour beaucoup, la corporation c'est l'acheminement vers l'étatisme ou vers l'économie dirigée.

Mais on peut souhaiter une organisation corporative de l'économie nationale, sans vouloir faire des corporations des organes participant, en quelque mesure, à l'autorité

de l'Etat. Les corporations peuvent parfaitement être indépendantes de l'Etat et l'Etat indépendant des corporations. *La corporation, c'est le groupement de tous ceux qui, à des titres divers, appartiennent à la même profession et se réunissent pour discuter entre eux les conditions de leur collaboration et défendre et gérer ensemble leurs intérêts communs.* La corporation, dans son principe, ne doit pas être autre chose. C'est à cette condition qu'elle peut rendre à l'Etat les services dont nous avons cru trouver un exemple dans les conditions de la reconstitution des houillères sinistrées. Comment conseillerait-elle, renseignerait-elle l'Etat, si elle n'en était pas indépendante ? Comment le déchargerait-elle de ce qui n'est pas dans sa fonction, si elle n'était elle-même qu'une forme de l'Etat ? (1) Organe politique, la corporation dépend de la puissance publique ; elle devient vite un instrument d'étatisation et de gouvernement. Organe professionnel, et uniquement professionnel, la corporation peut être, notre exemple le montre, un moyen de « décentralisation économique » et une garantie d'indépendance, sans perdre aucun des avantages d'ordre social qu'on lui attribue.

Il est bien vrai que les organisations auxquelles nous avons fait allusion, ne donnent pas d'exemple de ce corporatisme, qu'on pourrait dire « libre », par opposition au corporatisme « d'Etat ». Les exemples contemporains sont, tous à des degrés divers, comme le corporatisme italien (et cela serait encore plus vrai du corporatisme

(1) Cf. Rapport de M. Ramadier, Député, au nom de la Commission de la Réforme de l'Etat de la Chambre sur le projet de loi tendant à instituer un Conseil National Economique (Rapport supplémentaire N° 3813) : « Les corporations étroitement dirigées n'apportent plus rien de propre dans leur collaboration avec l'Etat. Elles ne sont plus que des organes de transmission ou des agents de l'enthousiasme officiel ».

allemand, si tant est qu'on puisse donner ce nom à l'organisation professionnelle établie en Allemagne par le régime hitlérien), des doctrines et des instruments politiques. Etabli dans des pays à régime dictatorial, le corporatisme a, pratiquement, été entre les mains des gouvernements, un moyen d'asseoir plus solidement leur autorité. D'où certains ont conclu qu'il y avait un lien étroit entre le corporatisme et la dictature.

Conclusion sans doute trop hâtive : le lien n'existe précisément qu'entre la dictature et le corporatisme d'Etat. Il est bien certain, en effet, que la hâte que le dictateur doit mettre à satisfaire, au moins en apparence, les désirs des foules qui l'ont porté au pouvoir ; la nécessité de renforcer une autorité violemment combattue, doivent le contraindre à agir vite. C'est cette rapidité nécessaire qui donne aux organisations corporatives contemporaines cette rigidité propre aux institutions sorties toutes construites de l'esprit. Cela ne va pas sans qu'il soit nécessaire de forcer quelque peu la nature des choses. Ainsi que le constatent les conclusions de la Semaine Sociale d'Angers, « le même statut ne saurait convenir à l'agriculture et aux mines, à la banque et à la viticulture, aux chemins de fer et aux professions libérales ». Les régimes dictatoriaux qui ont le plus grand intérêt à posséder les moyens de gouvernement que constituent les corporations d'Etat, sont aussi les seuls qui aient l'autorité nécessaire pour forcer les résistances que la diversité des Etats oppose à leurs conceptions.

Mais, par là-même, la corporation perd beaucoup de la vitalité que lui aurait donnée l'adhésion libre et spontanée de tous ses membres. C'est un organe administratif, plus ou moins autonome, mais dont la vie vient de l'Etat. Ce n'est plus un « corps » vivant de sa vie propre.

Ainsi, il ne semble possible de créer de toutes pièces, en peu de temps, une organisation corporative, qu'en la subordonnant étroitement à un Etat fort. On ne peut établir par décret que le corporatisme d'Etat. Le corporatisme libre ne saurait naître brusquement d'une décision de l'autorité : il ne peut se créer et se développer que lentement, selon des formes souples, comme se créent et se développent tous les corps vivants, toutes les institutions durables.

Est-ce à dire que les pouvoirs publics puissent se désintéresser de la création et de l'activité des groupements corporatifs ? Certainement pas. Si l'on pense que l'existence de corporations solidement organisées est un bienfait pour l'Etat, il doit en favoriser la création et le développement. Certains, même parmi ceux qui tiennent à se déclarer adversaires du corporatisme d'Etat, vont jusqu'à souhaiter que la corporation soit obligatoire, ou, ce qui revient au même, que les membres de chaque corporation aient seuls le droit d'exercer le métier auquel elle correspond. La Semaine Sociale d'Angers, par la leçon d'ouverture de M. Duthoit et par les conclusions adoptées, est dans ce sens : « La corporation est autre chose et plus qu'une association volontaire, où l'on entre, d'où l'on sort comme on veut : il faut la comparer à la commune. Libre à chacun de choisir sa profession, sa résidence, mais nul ne peut se soustraire à l'autorité publique qui, soit dans la profession, soit dans la localité, a été instituée pour l'usage et le service de tous. »

Sans doute, les catholiques sociaux tempèrent beaucoup cette obligation, en intégrant dans la corporation obligatoire le syndicat libre : « Dans l'ordre des faits existent maints éléments qu'on peut appeler précorporatifs, en particulier les syndicats professionnels si divers, qui ont

été, après l'ère purement individualiste, les gouvernements provisoires de sociétés professionnelles en mal d'organisation. Il convient non de briser ces éléments préexistants, mais de les utiliser comme les pierres d'assise de l'édifice nouveau. Le Syndicat et la Corporation, loin de s'exclure, se complètent : le Syndicat est et doit demeurer organe de liberté, la Corporation fera œuvre de discipline et de coordination »...

On peut être partisan de l'organisation corporative et pourtant ne pas accepter l'affiliation obligatoire, des individus du moins, car il est bien évident que les divers syndicats et associations groupant des membres d'une même profession, seraient nécessairement réunis dans une corporation unique. C'est l'un des plus connus parmi les catholiques sociaux, l'un des maîtres de cette Ecole, le Marquis de la Tour du Pin, qui a dit, bien que ses préférences aient été pour la corporation obligatoire : « Elle doit jouir de certains privilèges, condition essentielle de son développement ; seulement, qui dit privilège ne dit pas forcément monopole »... (1) La sagesse est, sans doute, de s'en tenir à favoriser la corporation, non de l'imposer. Le monopole n'est pas indispensable à la constitution d'une solide organisation professionnelle : l'exemple que nous avons étudié le prouve, nous semble-t-il. On pourra, sans doute, observer que les compagnies houillères sont, par leur nombre relativement peu élevé, par le sens de l'intérêt général de la profession que leur importance même exige de leurs dirigeants, plus faciles à grouper que les membres de beaucoup d'autres professions. On ne manquera pas d'ajouter que, pratiquement, se sont seules constituées en groupements forts et actifs, les professions exercées par un petit nombre d'entreprises importantes.

(1) La Tour du Pin : « Vers un Ordre Social Chrétien », p. 24.

Mais cela prouve seulement que, dans l'état actuel de la législation, l'avantage pour chacun de s'intégrer dans un groupement corporatif n'apparaît pas à tous les yeux. Il faut accroître cet avantage pour le rendre plus évident. Cela est particulièrement nécessaire pour entraîner l'adhésion des ouvriers. Ceux-ci ont, souvent, beaucoup moins que les patrons, le sens de leurs intérêts médiats ; c'est ce qui explique la disproportion énorme, notamment en France, entre le nombre total des salariés et le nombre des syndiqués ; c'est ce qui explique aussi le caractère politique ou confessionnel plus que professionnel, de la plupart des syndicats. Il faut, si l'on veut que les corporations s'organisent — et non pas qu'on les organise de l'extérieur — que le grand nombre des ouvriers qui sont jusqu'à présent restés éloignés du mouvement syndical, y adhèrent, et, ce faisant, le redressent. Mais cette adhésion ne sera obtenue que si les ouvriers membres de la corporation bénéficient d'avantages importants, matériels et moraux.

A cet égard, l'octroi aux corporations, telles qu'elles seraient définies par la loi, d'une personnalité juridique étendue comportant notamment la possibilité de posséder et d'administrer un patrimoine important, une large autonomie des institutions d'utilité sociale qu'elles pourraient créer, apparaissent particulièrement importantes. Aussi bien, cette gestion d'un patrimoine, qui est la propriété de tous les membres de la corporation, n'est-elle pas une des fonctions essentielles que tous les auteurs s'accordent à lui confier ?

Il ne serait pas moins nécessaire d'accorder aux patrons, qui adhéreraient à la corporation, des avantages, des « privilèges », selon l'expression de La Tour du Pin, qui seraient la légitime contre-partie de la discipline acceptée

par eux. Rechercher ce que pourraient être ces avantages, la protection particulière qu'ils pourraient comporter, nous entrainerait trop loin. Mais il n'est pas très difficile de l'imaginer.

Ce que nous voulons seulement noter, c'est qu'il est vraisemblablement possible, par une législation de faveur, de développer sans contrainte l'organisation corporative.

Sans doute, cette liberté d'adhésion ne devrait pas être maintenue pour toutes les professions : il en est qui intéressent trop l'ordre public pour qu'elles ne soient pas l'objet d'une réglementation particulière ; c'est en vertu de cette idée que se sont maintenus l'ordre des avocats et les chambres de discipline des officiers ministériels ; c'est en vertu de la même idée que la création d'un ordre des médecins, groupant obligatoirement tous les membres de cette profession, semble nécessaire à un nombre de plus en plus important de ceux-ci. On trouverait sans doute d'autres exemples.

Mais, hors de ces cas particuliers, il n'est probablement pas utile, pour parvenir à l'organisation corporative, de recourir à l'affiliation obligatoire, et cela ne semble pas souhaitable. Il est, certes, toujours préférable de convaincre que de contraindre. Et si l'on se reporte au réquisitoire dressé contre le corporatisme par MM. Tardy et Bonnefous (1), qui ne nous laissent ignorer aucun des griefs qu'on peut être tenté de faire au corporatisme, on s'aperçoit que tous ces griefs, dans la mesure où ils apparaissent justifiés, sont la conséquence du monopole : c'est grâce à lui que certaines professions ont pu, sous

(1) Marcel Tardy et Edouard Bonnefous : « Le Corporatisme ». Supplément au Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques, Avril 1935.

l'ancien régime, devenir la propriété de castes qui savaient, par le coût élevé des « chefs-d'œuvre » et le montant des droits divers qu'elles exigeaient des candidats à la maîtrise, gêner l'indispensable ascension sociale des meilleurs. Que l'industrie libre puisse s'exercer à côté, en marge de la corporation, et celle-ci sera, par là-même, tenue, sous peine de disparaître, de se garder des abus dont ses aînés sont mortes.

C'est aussi par leur monopole, que les corporations peuvent être — le reproche est classique — une cause de « sclérose économique ». S'il est vrai qu'une réglementation trop étroite de l'activité professionnelle soit à craindre des corporations, ce risque sera considérablement réduit par la coexistence de l'industrie libre. Mais il faut que les privilèges accordés à la corporation soient assez importants pour qu'aucun de ses membres ne soit tenté de se séparer d'elle, sans raison grave. Nous avons vu, au cours de cette étude, les houillères sinistrées se plier, de bon gré, bien que sur certains points les avis aient sans doute été divergents, aux décisions de leur groupement professionnel : c'est que toutes avaient compris la nécessité de collaborer étroitement entre elles pour parvenir à leur reconstitution rapide. Cet avantage du groupement que les circonstances rendaient évident, il faut que la loi l'assure en tout temps. Alors surtout dans les périodes de crise, c'est-à-dire lorsque, plus que jamais, la réglementation est nécessaire, elle est volontairement subie, car nul ne voudrait, à un moment difficile, se priver des avantages que lui assure son adhésion à la corporation. C'est seulement si cette réglementation se faisait trop tracassière, ou bien si la corporation ne savait pas se dégager de règles devenues inopportunes, que ses membres pourraient être tentés de poursuivre en dehors d'elle leur activité.

Nous ne nous dissimulons pas combien est difficile à trouver et à maintenir l'équilibre entre les privilèges de la corporation et la sauvegarde de l'industrie libre. On risque, soit d'accorder à la corporation des avantages si minimes qu'ils restent inefficaces, soit au contraire de rendre pratiquement impossible toute industrie libre. Mais quelle réglementation des rapports sociaux ne comporte pas cette difficulté ?

L'organisation de l'économie apparaît à tous, à l'heure présente, indispensable. A défaut des corporations qui pourraient se charger, pour une grande part du moins, de cette organisation, l'Etat doit y intervenir lui-même. Les décrets-lois pris au mois d'août et au mois d'octobre 1935, par le Gouvernement de M. Laval, contiennent un certain nombre de dispositions que l'organisation corporative des professions intéressées aurait peut-être évitées. On ne peut plus créer librement une sucrerie, une usine électrique ou un moulin nouveau. Ces mesures ne s'apparentent-elles pas aux restrictions qu'on reproche aux corporations ? Mais ne vaudrait-il pas mieux qu'elles émanent des intéressés eux-mêmes que de l'Etat ?

Au cours de ces dernières années, même lorsqu'on a eu recours aux organisations corporatives pour établir la réglementation économique indispensable, c'est à la corporation obligatoire qu'on s'est nécessairement rallié, en raison de l'urgence des mesures exigées par la situation à laquelle il s'agissait de faire face. Un projet de loi déposé par le Gouvernement de M. Flandin, donnait aux organisations professionnelles, créées dans les branches de l'industrie où la majorité des entreprises représentant les trois quarts de la production le demanderait, de très larges pouvoirs de réglementation. Ce projet de loi, dont les auteurs se défendent d'avoir voulu faire du corporatisme,

donne cependant, aux accords professionnels votés par la majorité et imposés à la minorité, le droit, dans certains cas, de limiter la production, de fermer des usines, d'interdire la création de nouvelles usines. Voté par la Chambre des Députés, il est resté en suspens devant le Sénat, mais un décret-loi du 30 octobre 1935 fait application de ses dispositions à l'industrie de la soie, dont certains représentants étaient d'ailleurs parmi les instigateurs du projet Flandin (1).

Nous n'avons pas ici à apprécier le bien-fondé des mesures prises ou proposées. Mais nous devons souligner combien ces mesures auraient été moins brutales et sans doute plus efficaces, si, avant que la nécessité ne les impose, les professions visées avaient été organisées.

D'un caractère plus général et plus durable est le projet de loi portant organisation d'un Conseil National Economique. Il y a, dans ce projet, une tentative d'utilisation des organisations professionnelles. Aux termes de l'article premier du texte proposé par M. Ramadier, député, au nom de la Commission de la Réforme de l'Etat (2), « le Conseil national économique, institué par la loi du 29 avril 1926 » (mais élargi et réformé) « est chargé d'étudier les problèmes intéressant l'économie nationale, d'émettre des avis sur les projets et propositions de loi dont il a été saisi

(1) Le décret-loi du 30 octobre 1935 subordonnait l'organisation de la profession de la soie à l'adhésion dans chacun des trois syndicats intéressés des deux tiers des entreprises représentant au moins les trois quarts des moyens de production.

A la suite d'une campagne assez pressante, les majorités requises ont été obtenues en faveur de l'entente dans deux des syndicats. Dans le troisième 65, 3 0/0 des industriels représentant 75, 4 0/0 des moyens de production ont seulement voté pour.

Dans l'un des trois syndicats, le nombre de partisans de l'entente étant quelque peu inférieur aux deux tiers, le décret du 30 octobre 1935 restera lettre morte.

(2) Rapport supplémentaire N° 3. 813 Ch. des Dép.

par les pouvoirs publics, d'en suivre dans les mêmes conditions l'application, de proposer les mesures de contrôle et d'organisation de la production et des échanges. »

« Il peut également, à la demande des intéressés, arbitrer les conflits économiques. »

Le Conseil National Economique est divisé en vingt sections professionnelles, nombre voisin de celui des corporations italiennes, et chacune de ces sections est chargée d'étudier les questions intéressant la ou les professions qu'elle représente.

On ne peut que se féliciter du principe qui est à la base de ce projet.

Nous retrouvons dans l'article premier, les idées que nous avons émises au début de ce chapitre. Les services qu'on attend du Conseil National Economique sont bien de même ordre que ceux rendus par les organisations professionnelles des houillères pendant la période de restauration et qui a suivi la Grande Guerre. Mais l'industrie houillère était solidement organisée. Rares sont les industries dont on peut dire cela : la plupart des professions sont encore inorganisées ou n'ont qu'une organisation embryonnaire. En l'état actuel, le Conseil National ne saurait être le vaste portrait du travail français qu'on voudrait qu'il soit : il comportera beaucoup de blancs et beaucoup de flou. Cela risque de rendre l'expérience peu concluante.

La première tâche est de créer ou de développer l'organisation professionnelle. C'est seulement lorsque cette tâche aura été remplie avec succès, qu'un organisme tel que le Conseil National Economique pourra montrer toute son utilité. Jusque-là, il peut paraître prématuré d'orga-

niser de façon générale la collaboration des professions et de l'Etat.

*
**

En décrivant les conditions dans lesquelles s'est effectuée la reconstitution des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais, victimes au cours de la guerre de 1914-1918, de dévastations énormes, nous avons montré la part prise par les organisations professionnelles des houillères, à cette reconstitution.

Selon l'expression de M. de Peyerimhoff de Fontenelle, Président du Comité Central des Houillères de France, on voit, au cours de cette reconstitution, et en plusieurs sortes de travaux « la profession déléguée au service de la Nation ». Il nous a semblé que la profession avait pu rendre à la Nation de grands services, parce qu'elle était organisée, parce que véritablement la profession avait une vie propre, au-dessus de celle de ses membres. L'enseignement que comportait cet exemple nous a paru digne d'être dégagé. Mais nous avons essayé de montrer que, si la profession pouvait servir l'Etat, c'était à la condition de rester indépendante de lui.

Au terme de cette étude, ce sera notre conclusion.

Vu et permis d'imprimer :

Le Président,
René CASSIN.

Le Doyen,
Edgard ALLIX.

Le Recteur,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

1° Sur la destruction et la reconstitution des Houillères

- D'ARMONNEL. — *L'Office des Houillères Sinistrées du Nord et du Pas-de-Calais et les Charbons des Réparations*. Préface de H. de Peyerimhoff. Jouve et Cie, Paris 1933.
- H. BONIN. — *La Reconstitution des Houillères du Nord de la France*. Jouve et Cie, Paris 1926.
- E. CUVELETTE. — *La destruction et la reconstitution des Mines de Lens* (Conférence au Conservatoire National des Arts et Métiers, 1922).
- R. FABRE. — *Le Conflit minier britannique de 1926*. Imprimerie Théolier, Saint-Etienne, 1928.
- A. FRAIGNEAU. — *La Reconstitution financière des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais*. Imprimerie L. Danel, Lille 1925.
- E. GRUNER. — *La Destruction Intentionnelle et la Restauration des Mines et Usines du Nord et du Pas-de-Calais* (Conférence). Imprimerie Desoer, Liège 1920.
- R. LAFFITTE-LAPLACE. — *L'Economie Charbonnière de la France*. Préface de Paul de Rousiers, Marcel Girard. Paris 1933.
- M. LAHOUSSAY. — *Le dénoyage des Mines du Nord et du Pas-de-Calais*, Gauthier-Villars, 1925.
Les travaux de cimentation effectués dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, pour la remise en état des puits. Gauthier-Villars, 1925.
- E. MICHEL. — *Les Dommages de Guerre de la France et leurs Réparations*. Préface de L. Marin. Editions Berger-Levrault, 1932.
- P. PARENT. — *L'effort de reconstitution du bassin houiller* (Conférence publiée par la Revue de l'Industrie Minérale, 1921).
La Reconstitution du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais (Conférence publiée au « Bulletin de la Société Industrielle du Nord de la France », 1924).
La Reconstitution des Houillères Françaises (Conférence. Imprimerie H. Vaillant-Carmanne, Liège, 1923).
La Reconstitution du Bassin Houiller du Nord et du Pas-de-Calais (Conférence publiée par le *Journal des Usines à Gaz*, 20 août 1926).
- DE PEYERIMHOFF. — *La Reconstitution des Charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais* (*Le Monde Illustré*, 30 novembre 1923).
Le Problème Houiller (*Revue de Paris*, 1^{er} novembre 1925).

Revue et Périodiques :

Revue de l'Industrie Minérale, Nord Charbonnier, Nord Industriel, Journal des Charbonnages, L'Usine, Bulletin Quotidien d'Etudes et d'informations Economiques, Agence Economique et Financière, L'Information, etc.

Documents :

Annuaire du Comité Central des Houillères de France.
Rapports aux Assemblées Générales du Comité Central des Houillères de France.
Rapports aux Assemblées Générales des Compagnies houillères sinistrées.
Rapports aux Assemblées Générales du Groupement des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.
Rapports aux Assemblées Générales de la Société Civile de dénoyage des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.
Procès-verbaux de la Commission administrative et de la Commission technique du Groupement des Houillères victimes de l'Invasion.
Rapport général sur les opérations de la Commission technique du Groupement des Houillères victimes de l'Invasion.
Documents parlementaires et administratifs, etc.

2° Sur l'organisation professionnelle et la corporation.

- Giuseppe BOTTAÏ. — *L'Expérience Corporative*. Les Nouvelles Editions Latines, 1932.
G. BOURGUIN. — *L'Etat corporatif en Italie*. Edition Montaigne, 1935.
E. DUTHOIT. — *Par une autorité corporative vers une économie ordonnée* (Leçon à la Semaine Sociale d'Angers). Chronique Sociale de France, Lyon, 1935.
Jean GOY. — *La place de la Profession dans la Réforme de de l'Etat*. Edit. de l'Action Combattante, 1935.
Marcelle IZAURE. — *L'Evolution de l'idée de profession chez les catholiques sociaux en France*, Paris 1932.
F. LE PLAY. — *La Réforme Sociale en France déduite de l'observation comparée des peuples européens*. Alfred Mame et Fils, Tours 1887.
E. MATHON. — *La Corporation, base de l'Organisation Economique*. Berger-Levrault, 1934.
G. DE MICHELIS. — *La Corporation dans le Monde*, Denoël et Steele, 1935.

- MIHAIL MANOILESCO. — *Le Siècle du Corporatisme*, Librairie Félix Alcan, 1934.
- H. DE PEYERIMHOFF. — *Les formules modernes d'organisation économique et leurs connexions politiques et sociales* (Conférence).
- Gaëtan PIROU. — *Le Corporatisme*. Librairie du Recueil Sirey, Paris 1935.
- RAMADIER, Député. — *Rapport au nom de la Commission de Réforme de l'Etat*. Ch. des Dép., n° 3813.
- M. TARDY et E. BONNEFOUS. — *Le Corporatisme*, Société d'Etudes et d'Informations Economiques, Paris 1935.
- Marquis DE LA TOUR DU PIN. — *Vers un Ordre Social Chrétien*. Nouvelle Librairie Nationale.
- J. VALDOUR. — *Organisation corporative de la Société et de la Profession*. A. Rousseau, 1935.
- A. M. WEININGER. — *L'organisation syndicale et corporative italienne*, Paris 1934.

Revues et Périodiques :

Informations sociales du Bureau International du Travail, Revue d'Economie Politique, Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques, Revue Politique et Parlementaire, la Revue Universelle, l'Information sociale, etc.

INTRODUCTION	9
CHAPITRE PREMIER : <i>Situation au début des Opérations de Reconstruction</i>	15
PAR. 1 ^{er} . — Le droit à la réparation des dommages de guerre.....	15
PAR. 2. — Les mesures préparatoires prises au cours des hostilités	18
PAR. 3. — Le Comité Central des Houillères de France	20
PAR. 4. — Le Groupement des Houillères victimes de l'Invasion	22
CHAPITRE II : <i>Le problème financier</i>	25
PAR. 1 ^{er} . — Les premiers moyens financiers	26
PAR. 2. — Les divers projets de modification de la loi du 17 avril 1919	30
PAR. 3. — Les articles 150 à 159 de la loi du 31 juillet 1920	32
PAR. 4. — Le Groupement des Houillères victimes de l'Invasion et l'élaboration de la loi du 31 juillet 1920	35
PAR. 5. — Le Groupement des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais	39
a) Forme et objet	39
b) Organisation financière	42
c) Résultats	46

CHAPITRE III : <i>L'organisation technique de la Reconstitution</i>	49
PAR. 1 ^{er} . — Généralités	49
PAR. 2. — La main-d'œuvre	49
PAR. 3. — La force motrice. - La Compagnie Elec- trique des Houillères du Pas-de-Calais.	54
PAR. 4. — Le dénoyage. - La Société Civile de Dénoyage	58
CHAPITRE IV : <i>Le problème commercial</i>	67
PAR. 1 ^{er} . — Les livraisons de charbon allemand en exécution du Traité de Versailles	67
PAR. 2. — L'Office des Houillères Sinistrées du Nord et du Pas-de-Calais.....	72
a) Constitution	72
b) Le rôle de l'Office.....	73
c) Résultats pour le Trésor Public	76
d) Relations avec les producteurs et les consommateurs français	78
CHAPITRE V : <i>Conclusion quant à l'utilité de l'orga- nisation corporative</i>	83
BIBLIOGRAPHIE	113

